



Groupe interparlementaire d'amitié  
France-Asie centrale<sup>(1)</sup>

ASIE CENTRALE :  
UNE RÉGION STRATÉGIQUE D'AVENIR ?

Actes du colloque du 16 octobre 2014

Palais du Luxembourg

---

<sup>(1)</sup> *Membres du groupe interparlementaire d'amitié France-Asie centrale : M. Yves POZZO di BORGO, Président, Mme Leila AÏCHI, M. Pascal ALLIZARD, M. Jean-Marie BOCKEL, M. Michel BOUVARD, M. Jean-Pierre CANTEGRIT, Mme Cécile CUKIERMAN, M. Jean DESESSARD, M. Christophe-André FRASSA, M. Jean-Claude FRÉCON, Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM, Mme Dominique GILLOT, Mme Nathalie GOULET, Mme Sylvie GOY-CHAVENT, M. Claude HAUT, M. Alain HOUPERT, M. Philippe KALTENBACH, Mme Christiane KAMMERMANN, M. Guy-Dominique KENNEL, M. Jean-Yves LECONTE, M. Jacques MÉZARD, M. Alain NÉRI, M. François PILLET, M. Jean-Vincent PLACÉ, Mme Catherine PROCACCIA, M. André REICHARDT, M. Daniel REINER, M. André TRILLARD*



---

## SOMMAIRE

|  | <u>Pages</u> |
|--|--------------|
| <b>INTRODUCTION</b> .....  | 5            |
| <i>M. Christian MAKARIAN, Directeur délégué de la rédaction de L'Express</i> .....   | 5            |
| <i>M. Aymeri DE MONTESQUIOU, Président du groupe d'amitié France-Asie centrale</i> .....   | 7            |
| <b>TABLE RONDE 1 - LES ACTEURS EN ASIE CENTRALE :<br/>QUELLES PUISSANCES À L'HORIZON 2025 ?</b> .....  | 13           |
| <i>Table ronde animée par M. Christian MAKARI, Directeur délégué de la rédaction de<br/>L'Express</i> .....  | 13           |
| <b>I. LE RÔLE DE LA FRANCE EN ASIE CENTRALE : UN PARTENARIAT<br/>PRIVILÉGIÉ</b> .....  | 13           |
| <i>M. Éric FOURNIER, Directeur de L'europe continentale au Ministère des Affaires<br/>Étrangères</i> .....   | 13           |
| <b>II. LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN ASIE CENTRALE</b> .....  | 16           |
| <i>M. Grégory LECOMTE, représentant du programme sur la compétitivité en Eurasie à<br/>l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)</i> ..... | 16           |
| <b>III. L'ACTION DES PUISSANCES EXTÉRIEURES EN ASIE CENTRALE</b> .....   | 18           |
| <i>Mme Isabella DAMIANI, Enseignant-chercheur à l'université de Versailles Saint-<br/>Quentin et à Sciences-Po Saint-Germain-en-laye</i> .....                             | 18           |
| <b>IV. LA CHINE, INCONTOURNABLE PUISSANCE CENTRE-ASIATIQUE</b> .....   | 20           |
| <i>M. Emmanuel PUIG, Chercheur à l'Asia Center, Directeur de l'Observatoire stratégique<br/>de la Chine</i> .....  | 20           |
| <b>V. LA SPÉCIFICITÉ DE L'OUZBÉKISTAN</b> .....  | 22           |
| <i>M. Abdujabar ABDUWARITOV, Recteur de l'Académie d'administration publique<br/>auprès du Président de la République d'Ouzbékistan</i> .....                              | 22           |
| <b>VI. ÉCHANGES AVEC LA SALLE</b> .....  | 25           |

---

|   |    |
|---|----|
| <b>TABLE RONDE 2 - PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET NOUVELLE DONNE STRATÉGIQUE EN ASIE CENTRALE</b> .....  | 31 |
| <b>I. LE CONTEXTE SÉCURITAIRE RÉGIONAL</b> .....  | 31 |
| <i>M. Sébastien PEYROUSE, George Washington University, Elliott School of International Affairs</i> .....   | 31 |
| <b>II. LE RÔLE DES PAYS CENTRASIASIATIQUES DANS LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE. LE CAS DU TURKMÉNISTAN</b> .....  | 34 |
| <i>Mme Inessa BABAN, Post-doctorante à l'Ecole militaire stratégique de Paris</i> .....   | 34 |
| <b>III. L'EAU EN ASIE CENTRALE. UNE RESSOURCE ABONDANTE MAIS CONVOITÉE</b> .....  | 37 |
| <i>M. Alain CARIOU, Maître de conférences à l'université Paris IV</i> .....   | 37 |
| <b>IV. ENTRE OR BLEU ET OR NOIR... LA DYNAMIQUE DES FLUIDES</b> .....   | 39 |
| <i>M. Arnaud BRUNELLE, Directeur grands projets Europe Moyen-Orient Afrique à Itron eau</i> .....   | 39 |
| <b>V. PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES EN ASIE CENTRALE</b> .....  | 41 |
| <i>M. Rémy FERRATO, Economiste senior en charge de l'international au sein du Département Économie de la production et stratégie industrielle, direction production et ingénierie d'EDF</i> ..... | 41 |
| <b>VI. L'EXPOSITION INTERNATIONALE ASTANA 2017 : INVESTISSEMENTS ET OPPORTUNITÉS POUR LA FRANCE ET L'EUROPE</b> .....   | 43 |
| <i>M. Ivan PROSTAKOV, Conseiller auprès du Secrétaire général du Bureau international des expositions</i> .....   | 43 |
| <b>VII. ECHANGES AVEC LA SALLE</b> .....  | 45 |
| <b>CLÔTURE</b> .....  | 53 |
| <i>M. Yves POZZO DI BORGO, Sénateur, Président de l'Institut Jean LECANUET</i> .....  | 53 |

---

## INTRODUCTION

**M. Christian MAKARIAN,**  
**Directeur délégué de la rédaction de L'Express**

Je vous remercie d'être venus assister aussi nombreux et probablement aussi passionnés à ce moment de réflexion, de débats et d'échanges consacré à l'Asie centrale, région stratégique d'avenir.

Nos travaux seront organisés en deux tables rondes. La première sera dédiée aux acteurs en Asie centrale avec la problématique suivante : quelles puissances à l'horizon 2025 ? La deuxième table ronde sera consacrée aux perspectives économiques et à la nouvelle donne stratégique en Asie centrale.

Je voudrais, avant d'engager les débats, faire un rapide focus sur le Kazakhstan, pays aux potentialités nombreuses, qui, à bien des égards me semble illustrer celles de l'ensemble de l'Asie centrale. Tous les pays du monde font l'objet de nombreux clichés. Le cliché le plus répandu à propos de l'Asie centrale est son éloignement. Or nous avons tort, puisque l'Asie centrale représente un pont naturel entre deux mondes, l'Europe et l'Asie. En effet, selon tous les géographes, la partie du Kazakhstan située à l'extrémité ouest, avant le fleuve Oural, appartient à l'Europe. À partir du fleuve Oural, la partie s'avancant vers la Chine est en revanche asiatique.

Sur le plan géographique, le pays est steppique et peuplé d'environ 17 millions d'habitants, soit une densité démographique très basse pour un pays d'environ cinq fois la France. Il regorge de ressources qui feront l'objet de différents exposés. Il est le premier producteur mondial d'uranium et il produit une grande quantité de pétrole et de manganèse. Ses ressources considérables le dotent d'un potentiel exceptionnel.

Le Kazakhstan se trouve à la lisière de deux mondes différents. Dans l'axe ouest-est, il est en contact avec la partie occidentale de la Chine, turbulente et notamment peuplée d'Ouïgours musulmans. Il a également une frontière commune avec la Russie. Sa façade sud est quant à elle en contact direct avec trois autres Républiques d'Asie centrale issues du démantèlement de l'ex-URSS : le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Au sud du Kirghizistan se trouve le Tadjikistan, spécifique en raison notamment de son caractère persanophone.

Le peuplement du Kazakhstan est d'origine turco-mongole, même s'il s'est fortement diversifié et complexifié durant la période soviétique. Il est désormais peuplé de plus de 20 % de Russes et de différentes autres nationalités d'origine. C'est pourquoi il convient de différencier les Kazakhstanais, au sens administratif du terme, des Kazakhs qui désignent les éléments de culture kazakhe.

L'histoire du Kazakhstan fut très agitée durant le 20<sup>ème</sup> siècle. Il a connu la présence russe à partir de la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, celle-ci se manifestant parfois de manière brutale. Toutefois, le Kazakhstan a intégré la culture russe, la langue russe étant aujourd'hui parlée par la majorité des Kazakhstanais, davantage que le kazakh. La civilisation continentale du Kazakhstan s'est extraordinairement ouverte sur le monde. Le pays est donc extrêmement ouvert et traversé par différentes influences. Il est aussi un point de passage et de transition.

Depuis son indépendance en 1991, nous avons conclu avec ce pays plusieurs accords internationaux. De plus, la France, comme l'Europe, a beaucoup augmenté ses échanges avec le Kazakhstan, jusqu'à parvenir à l'établissement d'un véritable partenariat industriel. Malgré les contraintes géographiques, nous sommes donc très proches de ce pays et nous devons mieux explorer ses réalités et ses complexités.

Enfin, je remercie le sénateur Yves Pozzo di Borgo, à l'origine de ce colloque, l'Institut Jean Lecanuet, le groupe sénatorial d'amitié France-Asie centrale, le Cercle Kondratieff et l'Association Sogdiane.

---

**M. Aymeri de MONTESQUIOU**  
**Président du groupe d'amitié France-Asie centrale**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Il me semble que le terme d'Eurasie devrait être préféré à celui d'Asie centrale, le Kazakhstan étant un véritable trait d'union entre l'Europe et l'Asie. L'Asie centrale a longtemps été considérée comme une *terra incognita*. Il y a vingt ans, la localisation du Kazakhstan ou du Kirghizistan était relativement floue pour le citoyen *lambda*. Aujourd'hui, nous avons mieux pris conscience du caractère stratégique de la région. Déjà au 19<sup>ème</sup> siècle, cette dernière était une zone d'affrontements entre la Russie et le Royaume-Uni, la scène du « Grand jeu » entre grandes puissances. Un grand jeu moderne y est encore en cours entre les grandes puissances internationales.

L'Asie centrale compte une concentration exceptionnelle de richesses. Dans la mer Caspienne, sur ses côtes et dans ses profondeurs, se trouvent probablement et même vraisemblablement les plus grandes réserves d'hydrocarbures du monde. C'est pourquoi la région représente le nouvel El Dorado des grandes puissances.

Le territoire du Kazakhstan compte 17 millions d'habitants et représente cinq fois celui de la France. Il offre une capacité pétrolière importante, classée parmi les dix premières mondiales et peut-être bientôt parmi les cinq premières. Il est le premier exportateur d'uranium. De plus, la quasi-intégralité du tableau de Mendeleïev gît dans son sous-sol. Le Kazakhstan est aussi –on le sait moins– le premier exportateur mondial de farine en raison de la qualité de son blé dur.

L'Ouzbékistan compte pour sa part une trentaine de millions d'habitants. Il dispose d'uranium, de gaz, d'or et d'une agriculture importante. Le Turkménistan, qui possède une réserve de gaz située entre la cinquième et la dixième réserve parmi les plus importantes du monde, dénombre cinq millions d'habitants. Pays plus petit que les deux précédents, il occupe cependant une place stratégique sur les bords de la mer Caspienne, qui pourrait représenter une opportunité dans le cadre du projet de gazoduc Nabucco.

Le Kirghizistan et le Tadjikistan sont des pays très différents, comptant respectivement six et huit millions d'habitants. Tous deux constituent des châteaux d'eau exceptionnels pour l'ensemble de la région, ce qui explique les tensions avec l'Ouzbékistan situé en aval. Si un nombre

excessif de barrages sont construits en amont, ce dernier craint les conséquences préjudiciables en aval.

Par ailleurs, la région est intéressante en tant que creuset entre les civilisations chinoise, turque, russe et perse, ainsi que pour son sous-sol d'une richesse exceptionnelle. Je suis convaincu que l'augmentation inéluctable de la demande mondiale en énergie, quels que soient les efforts que nous pressent de faire les écologistes à juste titre, donnera à la zone un rôle clé dans l'avenir. En effet, si le parc automobile chinois atteint l'équivalent de celui des Européens, les réserves actuelles de pétrole se révéleront insuffisantes.

Trois acteurs majeurs se disputent actuellement les faveurs de ces pays, en particulier celles du Kazakhstan : la Chine, la Russie et les États-Unis. L'Europe n'a pour sa part pas encore assimilé l'importance de la région, ni la propension de ces pays à se tourner vers elle. La Russie en est géographiquement et linguistiquement proche, la langue russe étant la langue véhiculaire de la région, mais les Centrasiatiques souhaitent parfois s'émanciper de son influence. Un parallèle peut être établi entre les relations qu'ils entretiennent avec la Russie et la relation franco-algérienne. S'ils sont indépendants, ils ne peuvent pas oublier la proximité géographique, la communauté d'histoire et de langue qu'ils partagent avec la Russie, ainsi que leur complémentarité économique avec celle-ci.

Quant à la Chine surpeuplée par rapport au Kazakhstan, elle est une voisine essentielle. Les pays d'Asie centrale sont préoccupés par l'impérialisme chinois. C'est pourquoi, le Kazakhstan a décidé de limiter les investissements chinois sur son sol. Quelques années auparavant, le gouvernement kazakh avait envisagé de louer des terres à des agriculteurs chinois, ce qui avait fortement ému la population et provoqué des manifestations. En effet, les Chinois sont considérés comme des envahisseurs dans la mémoire collective kazakhe.

En outre, si les États-Unis sont un allié des pays de la région, ceux-ci les considèrent toutefois comme trop intrusifs. La tendance américaine à vouloir régir l'ensemble du monde comme en témoigne la situation au Moyen-Orient amène les pays d'Asie centrale à maintenir une certaine distance.

Par voie de conséquence, l'opportunité, depuis lors, est formidable pour l'Union européenne, même si la problématique des droits de l'Homme freine les Européens, qui oublient cependant que les pays d'Asie centrale ne sont indépendants que depuis vingt ans. Sous l'emprise soviétique, jusqu'à une période récente, ils ont réalisé depuis lors des progrès démocratiques formidables. Au Kazakhstan, il est possible de s'entretenir avec des



---

opposants au régime, tandis que les médias peuvent exprimer des voix hostiles à l'exécutif. Il convient de se rendre dans le pays et de parler russe pour constater ces progrès. Pour ma part, je suis probablement l'étudiant en russe le plus âgé de France.

Le réflexe de donneur de leçon n'est pas acceptable de la part de l'Union européenne, d'autant plus que nous entretenons des rapports étroits avec des pays dont le régime n'est absolument pas démocratique. Or nous avons autant besoin de commercer avec les pays d'Asie centrale qu'avec, en particulier le Kazakhstan qui présente de nombreux points communs avec les démocraties européennes.

Par ailleurs, les pays d'Asie centrale constituent un trait d'union essentiel entre l'Asie-Pacifique en pleine expansion et une Union européenne vieillissante. Il convient donc de ne pas les considérer uniquement comme des fournisseurs de matières premières. L'Asie centrale, le Kazakhstan particulièrement, dispose d'intelligences et offre des opportunités sur les marchés chinois, russe et iranien. Les entreprises doivent s'y implanter. Le Président Nazarbaïev a d'ailleurs intelligemment conditionné les importations étrangères à la réalisation d'investissements sur place.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OSC), regroupant notamment la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et ayant comme observateurs l'Inde, le Pakistan et la Turquie, est devenue l'alliance géostratégique la plus importante de la région, alors que l'Union européenne y est relativement absente. Plutôt que de considérer les régimes politiques, nous devrions, comme le Général de Gaulle, tenir compte des États.

Dans une optique d'avenir, la France doit s'intéresser particulièrement à cette partie du monde en raison de ses ressources pétrolières et de la présence du port iranien de Bandar Abbas comme point de sortie. Elle peut y jouer un rôle majeur, malgré la probable opposition de la Russie qui souhaite que les hydrocarbures transitent par son territoire. D'un point de vue géopolitique, la Chine, la Russie et l'Iran peuvent être des partenaires essentiels de la France dans la région.

La coopération y est d'autant plus aisée qu'une nouvelle génération y est formée de façon satisfaisante. J'incite toutes les personnes se rendant en Asie centrale à discuter d'égal à égal avec les représentants de cette nouvelle génération ayant étudié dans les plus grandes universités internationales et méritant notre considération. De même, cette coopération est d'autant plus essentielle que 10 % de la population y est âgée de 15 à 19 ans, tandis que la moitié de la population a moins de 25 ans. Nous ne pouvons prendre le risque économique et social qui résulterait d'une insuffisance par l'absence d'aide au développement accordée à ces pays. Ces derniers ont les atouts

nécessaires à leur développement. Si nous n'y investissons pas, des secousses sociales et transfrontalières sont à craindre.

En effet, lorsque les États-Unis ont annoncé leur retrait d'Afghanistan, des attentats ont eu lieu. Or le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont des frontières communes avec l'Afghanistan. Le quotidien n'y est donc pas paisible. Par conséquent, nous devons agir pour éviter toute crise sociale qui ouvrirait la porte à l'islamisme dans la région. La sécurité des pays d'Asie centrale est assurée, particulièrement au Kazakhstan et au Turkménistan. En revanche, le parti islamiste Hizb-Ut Tahir est actif en Ouzbékistan et dispose d'antennes à Londres et en Turquie. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas prendre le risque de ne pas investir dans ces pays pour favoriser leur développement.

En outre, l'Union eurasiatique, accord douanier entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, ouvre des opportunités nouvelles. Le Kazakhstan représente désormais une porte d'entrée vers le marché russe. Nous devons tenir compte de cet élément dans l'élaboration de notre stratégie économique concernant les pays d'Asie centrale. De même, les personnes s'intéressant à la région doivent se préoccuper de l'OSC, manifestation de la montée de la Chine dans la région.

Les tensions actuelles entre la Russie et les Européens auront malheureusement des conséquences sur les exportations d'hydrocarbures, en particulier de gaz, à destination de l'Union européenne. Par conséquent, nous pourrions envisager de modifier notre stratégie en matière d'approvisionnement en hydrocarbures en y impliquant les pays d'Asie centrale. Il y a quelques années, j'ai participé à une conférence organisée à Irkoutsk au cours de laquelle cette stratégie potentielle avait été évoquée. Je crains désormais qu'il ne soit inévitable de la mettre en œuvre.

L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est une succursale de l'OSC essentielle dans le domaine de la sécurité et à laquelle la Chine attache beaucoup d'importance. En effet, les mouvements ouïgours dans le Turkménistan oriental ayant des revendications religieuses et aspirant à l'autonomie doivent être pris en compte, bien qu'ils aient tendance à dévier vers le terrorisme.

Par ailleurs, la France doit investir dans le domaine universitaire. Je me suis souvent rendu au Kazakhstan et je suis tout fait favorable à ce que les universités comme Pierre et Marie Curie ou les grandes écoles comme l'ENA, HEC ou Centrale s'implantent dans la région. Cependant, un quasi-monopole anglo-saxon existe actuellement en matière universitaire. Quelques Kazakhs sont diplômés de l'ENA ou de l'École Centrale, mais la

disproportion en faveur des Anglo-Saxons est inquiétante. Les Japonais sont aussi présents dans ce secteur.

Or nous pourrions réaliser des affaires dans les pays d'Asie centrale uniquement si nous y trouvons des interlocuteurs nous comprenant. Les échanges seront plus faciles si ces derniers ont suivi les mêmes études que l'élite française.

Le futur immédiat de la région reste marqué par plusieurs incertitudes, notamment en raison du fondamentalisme afghan et pakistanais. Le Tadjikistan est d'ailleurs issu d'un conflit entre les partisans de l'Union soviétique et les islamistes. Au Turkménistan, la démocratie doit progresser, mais il possède la cinquième ou la sixième réserve mondiale de gaz, ce qui lui garantit une certaine stabilité. En revanche, l'Ouzbékistan pourrait être contaminé par les turbulences afghanes malgré sa relative solidité.

Enfin, même si l'Asie centrale est lointaine, nous avons un intérêt commun au renforcement de sa sécurité, passant obligatoirement par la mise en œuvre d'une coopération étroite et fraternelle. Le dialogue est facile dans les pays d'Asie centrale, d'autant plus que la France y soit d'une solide réputation. Notre intérêt est de faire de l'Eurasie une zone de prospérité. Par conséquent, je recommande l'établissement d'un partenariat équitable et d'une considération réciproque, afin de jouer un rôle majeur dans une zone éminemment stratégique.



---

## TABLE RONDE 1 – LES ACTEURS EN ASIE CENTRALE : QUELLES PUISSANCES À L’HORIZON 2025 ?

*Table ronde animée par M. Christian MAKARIAN, Directeur délégué de la rédaction de L’Express*

**M. Christian MAKARIAN.** - Vous avez été représentant du Président de la République en Asie centrale, ce qui vous a amené à approfondir vos connaissances sur la région.

**M. Aymeri de MONTESQUIOU.** - Quand j’étais député, j’étais l’adjoint du Président Valéry Giscard d’Estaing à la commission des Affaires étrangères avant d’être renvoyé par les électeurs en 1997. Je répartissais alors les présidences des groupes d’amitié. J’ai choisi celle du groupe France-Kazakhstan car j’étais convaincu de l’importance stratégique future de la zone. Je vous recommande vivement de vous y rendre.

**M. Yves POZZO DI BORGO.** - Je suis parlementaire depuis de nombreuses années et membre de la commission des Affaires étrangères et de la Défense. Je salue l’action de notre diplomatie, notamment en Asie centrale. Nous disposons d’ambassadeurs et de cadres au Ministère qui sont de grande qualité. De plus, notre réseau diplomatique est le deuxième ou le troisième plus important du monde. Contrairement à ce que beaucoup de gens imaginent, les diplomates ne restent pas enfermés dans leur bureau, mais sont constamment sur le terrain, en particulier dans des zones dangereuses. C’est pourquoi je reste admiratif de notre corps diplomatique, et que je tenais à lui rendre cet hommage.

### I. LE RÔLE DE LA FRANCE EN ASIE CENTRALE : UN PARTENARIAT PRIVILÉGIÉ

**M. Éric FOURNIER,**  
**Directeur de l’Europe continentale au Ministère des Affaires étrangères**

Merci de ces propos laudatifs, Monsieur le Président. Je suis directeur de l’Europe continentale, direction géographique dont relèvent les pays d’Asie centrale au Quai d’Orsay ; j’ai également été en poste comme ambassadeur dans le Caucase, à Tbilissi, et à un moment de ma carrière directeur-adjoint du cabinet du Ministre délégué Xavier Darcos. Je remercie les sénateurs, qui –ce n’est pas M. Aymeri de Montesquiou d’Artagnan qui me démentira- sont des mousquetaires très actifs dans la région depuis longtemps. Leur action y a été pionnière et ils continuent inlassablement de la mener.

Je voudrais rendre hommage à Roland Besenval, décédé au Tadjikistan il y a dix jours. Archéologue spécialiste de la vaste région allant de l'Inde au Tadjikistan, il est mort à Pendjikent, situé au nord du Tadjikistan, où il venait d'entamer un chantier de fouilles, afin de révéler au grand public les merveilles archéologiques et historiques de l'Asie centrale.

L'action de la France en Asie centrale est ancienne. Elle n'a donc rien d'improvisé. Certes, nous n'avons pas été un acteur majeur du Grand jeu décrit dans les ouvrages de Peter Hopkirk, mais nous avons été l'un des premiers pays occidentaux à reconnaître les cinq États composant l'Asie centrale après la dislocation de l'URSS. Nous avons ensuite rapidement cherché à nous y investir. Le Président François Mitterrand à l'origine de cet élan s'est d'ailleurs rendu en 1993 et 1994 au Kazakhstan, en Ouzbékistan, puis au Turkménistan.

Le fait que la France soit l'un des seuls pays européens, avec l'Allemagne et le Royaume-Uni, à disposer d'une ambassade dans chacun de ces pays reflète cet engagement précoce.

L'UE est arrivée plus tardivement dans la région, mais l'attention qu'elle lui accorde n'a cessé de croître en raison de la nécessité de trouver de nouvelles sources d'approvisionnement énergétique. Elle a également pris conscience que les attentats du 11 septembre 2001 devaient conduire l'Europe à s'engager le plus possible, afin de préparer sa défense et mieux appréhender les risques sécuritaires.

Notre engagement a pris une forme nouvelle après 2001, époque à partir de laquelle nous avons été amenés à considérer l'Afghanistan sous un jour différent. Nos forces militaires ont stationné au Kirghizistan sur la base de Manas de 2002 à 2009. Un détachement aérien composé d'avions de chasse est également présent au Tadjikistan, mais il s'appête à s'en retirer du fait de la fin des opérations militaires en Afghanistan.

L'engagement de la France en faveur de la stabilité de la région est donc assez ancien, à l'aune des 22 ans d'indépendance de ces pays. Il nous a permis d'y découvrir d'autres risques : la criminalité organisée, le trafic de drogue et le terrorisme. La lutte contre le trafic des drogues a cependant été reléguée derrière de nombreuses autres menaces, bien qu'elle soit préoccupante. Nous avons axé la coopération sur le renforcement de la sécurité aux frontières à travers le programme européen BOMCA (*Border Management in Central Asia*) et de manière sans doute insuffisante sur la lutte contre le trafic de drogue *via* le programme européen CADAP (*Central Asia Drug Action Programme*) et un soutien au CARICC (*Central Asian Regional Information and Coordination Center*) dans lequel nous sommes observateurs.

Nous avons également participé à la formation des forces de police en matière de gestion de foule.

Parallèlement, nos intérêts économiques se sont considérablement renforcés. Ils sont concentrés au Kazakhstan, pays avec lequel nous avons signé un partenariat stratégique en 2008. Les membres du groupe d’amitié du Sénat ont pu constater le dynamisme de notre investissement économique sur le terrain. En témoigne la croissance forte de nos exportations à hauteur de 86 % entre 2011 et 2013 à 950 millions d’euros dans l’ensemble de la région et de 160 % à 680 millions d’euros pour le seul Kazakhstan.

Nos entreprises y réalisent parfois une part déterminante de leurs activités. C’est le cas de la société Bouygues au Turkménistan, d’ailleurs parfois qualifié de « Bouyguistan » ! Bien que notre présence commerciale soit actuellement très faible au Tadjikistan, nous espérons pouvoir l’améliorer, les groupes Total et Michelin s’y développant. En outre, mon adjointe s’y rendra d’ici quelques jours, afin d’y mettre en œuvre la diplomatie économique chère à Laurent Fabius. L’Ouzbékistan voit également nos intérêts se développer de façon significative. Nous accueillerons très prochainement le Ministre ouzbek des Affaires étrangères, M. Abdulaziz Kamilov.

Réciproquement, la diplomatie des États d’Asie centrale en France est très dynamique. Le Turkménistan a par exemple pour la première fois organisé une journée de promotion de son pays et de ses entreprises le 11 juillet 2014 au Palais Brongniart. L’événement a été fructueux et illustre la nouvelle approche des pays d’Asie centrale à l’égard de la France, considérée comme un marché offrant des opportunités.

Au sein de ma direction, nous sommes heureux d’avoir organisé la visite de Laurent Fabius dans trois pays d’Asie centrale l’année dernière : le Kazakhstan, l’Ouzbékistan et le Turkménistan. Nous préparons actuellement activement les visites des Ministres ouzbek et turkmène au mois de novembre. François Hollande se rendra ensuite au Kazakhstan, à Astana et à Almaty, les 5 et 6 décembre prochains. De plus, Matthias Fekl, secrétaire d’Etat au commerce extérieur, est actuellement reçu par le Ministre kazakhstanais, Monsieur Massimov. Ce calendrier dense témoigne de notre volonté de renforcer nos liens avec les pays de la région.

Quant aux enjeux énergétiques, le réservoir gazier est colossal dans la région. Dans ce cadre, la question de la connexion avec le sud de la région et l’Europe est cruciale. Les Kazakhstaniens ont anticipé en s’implantant en Géorgie, en particulier dans le port de Batoumi. Des investissements sont réalisés dans l’ensemble du pourtour de l’Asie centrale et pas seulement dans l’Union eurasiatique. Cette dernière représente toutefois un enjeu

considérable, d'autant plus que l'Arménie l'a rejointe le 10 octobre dernier. Le sens de son élargissement doit être examiné à l'aune de nos propres intérêts, l'Union eurasiatique devant probablement devenir un partenaire pour l'Union européenne dans des conditions qui restent à définir.

Enfin, la France co-préside avec l'Allemagne une initiative de l'UE en faveur du renforcement de l'État de droit en Asie centrale, de façon à consolider les acquis démocratiques encore modestes. Cependant, en 2010, le Kirghizistan a connu des événements similaires à ceux de la place Maïdan en Ukraine. Un mouvement initié par la rue a ainsi chassé un Président réputé corrompu. Une alternance a eu lieu, permettant l'installation d'une démocratie parlementaire. La région est donc mouvementée à tous les égards. C'est pourquoi, nous devons être vigilants. À ce titre, l'UE a nommé un représentant spécial en Asie centrale, qui fut pendant longtemps Pierre Morel dont nous saluons l'inlassable action dans la région. L'Asie centrale est ainsi rendue plus visible sur la carte européenne.

**M. Christian MAKARIAN.** - Le voyage du Président François Mitterrand en Ouzbékistan a été déterminant. Ce magnifique pays inclut notamment Khiva, Samarcande et Boukhara. On dit d'ailleurs que la rue centrale de Khiva est pavée depuis la visite du Président Mitterrand. Même sur le plan touristique, une visite officielle peut améliorer la situation durablement.

## II. LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EN ASIE CENTRALE

**M. Grégory LECOMTE,**  
**Représentant du programme sur la compétitivité en Eurasie à**  
**l'Organisation pour la coopération et le développement économiques**  
**(OCDE<sup>1</sup>)**

Au cours des dernières années, l'OCDE a également souhaité travailler avec des pays non membres, en particulier les États émergents, afin d'accompagner les grandes évolutions économiques. En effet, une partie croissante des richesses mondiales est désormais produite par ces pays.

---

<sup>1</sup> L'OCDE est une organisation intergouvernementale gouvernée par ses 34 pays membres, des pays européens, les États-Unis, le Canada, le Mexique, des pays d'Amérique du Sud comme le Chili, des pays d'Océanie comme l'Australie et le Japon. Son mandat consiste à échanger des bonnes pratiques en matière de politique économique et sociale et à favoriser l'application de standards politiques. L'OCDE est à la fois un think tank et un espace de discussions visant à promouvoir les réformes économiques et les rendre possibles au sein de ses pays membres. Les sujets qui y sont traités sont variés : commerce international, innovation, politique en faveur des PME, gouvernance économique, etc.



---

Dans cette perspective, l’OCDE travaille avec l’Eurasie, dans le cadre du programme pour la compétitivité en Eurasie, rattaché au secrétariat des relations mondiales de l’OCDE qui joue, au sein de cette organisation, un rôle similaire à celui des Ministères des Affaires étrangères. Le mandat du programme est d’accélérer les réformes économiques dans la région eurasiatique incluant l’Asie centrale et les pays de l’ancienne URSS hormis la Russie et les pays baltes.

Nous avons une compréhension élargie de l’Asie centrale, puisqu’au-delà des États déjà cités, nous y incluons aussi la Mongolie et l’Afghanistan. L’OCDE n’a pas de pouvoir supranational lui permettant de forcer les réformes, mais peut les favoriser en mettant à disposition des pays des outils et des politiques économiques testés et ayant fait leurs preuves au sein de ses membres. L’usage de ces outils est favorisé à la fois *via* une approche individuelle et des projets pays, mais aussi *via* une approche collective et un mécanisme de dialogue régional appliqués à l’ensemble de la région.

La région peut sembler homogène en termes de proximité des vastes marchés russe, turc et chinois et de dotation en ressources naturelles. Cependant, ces dernières sont inégalement réparties, les préoccupations propres de chaque pays étant par conséquent différentes. Par exemple, nous travaillons avec le Kazakhstan sur la diversification de son économie, la gestion de la rente générée par l’exploitation des ressources naturelles, la transparence des institutions et la gestion des inégalités régionales. Ainsi, certains territoires du Kazakhstan sont favorisés par la production de gaz et de pétrole, du coup, depuis plusieurs années, l’OCDE entretient avec ce pays et sur ces sujets une coopération étroite, fructueuse et appelée à perdurer.

Dans les autres pays moins dotés en ressources naturelles, comme le Tadjikistan, le Kirghizistan ou l’Afghanistan, ou dont les ressources ne sont pas encore exploitées, les enjeux sont différents. Le secteur de base y est généralement l’agriculture. Il s’agit de travailler sur la transformation des matières premières en produits agroalimentaires, de les exporter sur des marchés étrangers ou d’améliorer la productivité agricole, *a fortiori* après la douloureuse transition vers l’économie de marché. Nous travaillons spécifiquement sur ces sujets avec la République kirghize et le Tadjikistan.

En dépit des différences en termes de niveau moyen de richesse par habitant, certaines problématiques sont communes à tous les pays. La rente de ressources naturelles constitue un facteur de différenciation, mais l’ensemble des pays ont hérité de l’ancienne URSS une certaine inertie. Par exemple, le climat des affaires n’est favorable dans aucun pays d’Asie centrale, comme l’indique l’ensemble des classements internationaux en la matière. Cela reflète le manque de confiance latent entre les États et les

entreprises, les États étant considérés comme interférant dans les affaires plutôt que comme un facilitateur.

Par conséquent, l'OCDE travaille sur les questions suivantes : comment améliorer l'environnement pour les petites et moyennes entreprises ? Comment favoriser l'entrepreneuriat ? La fiscalité est par exemple alourdie au-delà d'un certain seuil d'employés : les relations avec les services fiscaux sont ainsi complexifiées pour les entreprises comptant plus de cinquante employés. C'est pourquoi les entreprises locales sont divisées en petites unités de cinquante personnes. De même, le droit de propriété est problématique ; il est par exemple difficile pour un agriculteur de posséder une terre et d'accéder à des financements.

L'OCDE propose des solutions à ces problèmes, qui méritent d'être discutés au niveau régional. Nous avons donc créé une plateforme : la Table ronde de l'Eurasie, autour de laquelle se réunissent chaque année les pays de la région. La prochaine rencontre aura lieu à la fin du mois de novembre, au niveau des Ministres de l'Économie. La pression des pairs et les échanges entre les pays d'Eurasie et membres de l'OCDE devraient favoriser l'émergence et le maintien d'une dynamique de mise en œuvre des réformes. L'impact des réformes sera mesuré dans plusieurs années.

Enfin, nous souhaitons travailler de plus en plus individuellement avec chaque pays.

### **III. L'ACTION DES PUISSANCES EXTÉRIEURES EN ASIE CENTRALE**

**Mme Isabella DAMIANI,  
Enseignant-chercheur à l'université de Versailles Saint-Quentin  
et à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye**

En tant que géographe, je souhaite réfléchir aux liens existant entre les pays eurasiatiques d'une part, et l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Corée du Sud d'autre part.

Les relations entre l'Asie centrale et la région indo-pakistanaise sont très anciennes, notamment sur les plans culturel et historique. Aux 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècles, l'Asie centrale est à l'origine de la naissance de l'Empire mongol. Ce lien historique a été cultivé, à travers la diplomatie et le commerce, au moment des khanats centrasiatiques, de l'époque tsariste puis de la domination soviétique. Au moment de l'indépendance des anciennes républiques soviétiques, les liens furent renforcés entre l'Inde et l'Asie centrale. Du point de vue culturel, des centres culturels indiens ont été créés

dans certains pays d’Asie centrale. L’industrie cinématographique indienne y est également très présente.

Du point de vue géostratégique, l’expansion économique indienne sur les marchés internationaux est croissante. Elle concerne également l’Asie centrale, l’Inde cherchant à renforcer ses liens avec ses partenaires centrasiatiques. Du point de vue sécuritaire, la problématique afghane est commune à l’Asie centrale et à la région indo-pakistanaise, notamment en matière de narcotrafic. La présence indienne est également notable dans les domaines commercial et touristique : de grands groupes hôteliers indiens commencent à s’intéresser aux joyaux et aux villes centrasiatiques. De même, des projets énergétiques sont en cours entre la partie sud de l’Asie centrale, impliquant le Turkménistan, l’Afghanistan, le Pakistan et l’Inde. En outre, l’Inde s’implique de façon croissante dans la région en tentant de s’y présenter comme le nouvel acteur asiatique face à la Chine, notamment par le biais de l’Organisation de Coopération de Shangäi.

Quant à l’Iran, il est une puissance régionale très présente en Asie centrale, en raison de ses liens culturels, linguistiques et dans une moindre mesure religieuse avec les pays de la zone, le Tadjikistan comptant une minorité de Chiites représentant 5 % de sa population. L’Iran y réalise des investissements et offre une aide au développement au Tadjikistan en faveur de la construction du tunnel Istiqlal symbolisant l’unité entre le nord et le sud du pays. L’Iran est également lié au Turkménistan dans le domaine énergétique, un nouveau réseau de gazoducs en cours de construction visant à le désenclaver et à l’émanciper de l’influence russe. Les relations commerciales entre l’Iran et le Turkménistan vont donc croissantes. La Chine est aussi impliquée dans le projet énergétique irano-turkmène. En outre, l’Iran est présent *via* une organisation de coopération économique à laquelle de nombreux pays asiatiques participent, de la Turquie au Pakistan.

La Turquie devait d’ailleurs jouer un rôle de modèle pour les pays d’Asie centrale, en tant que pays laïque et moderne. Toutefois, leurs relations sont moins fortes qu’attendu, l’Asie centrale ayant préféré s’ouvrir à d’autres partenaires du point de vue culturel. La Turquie reste toutefois proche du Turkménistan et du Tadjikistan, seul pays à majorité persanophone.

Enfin, la Corée du Sud, pourtant très lointaine, a développé des liens culturels avec les pays d’Asie centrale à partir des années 1930, en raison des déportations staliniennes de Coréens vers le Kazakhstan et l’Ouzbékistan. Des minorités coréennes très importantes y persistent, particulièrement en Ouzbékistan. La proximité culturelle initialement forcée a favorisé le développement de relations diplomatiques, d’échanges universitaires et de cours linguistiques entre les trois pays. La Corée du Sud y réalise également des investissements commerciaux, en témoigne le grand

projet de *joint-venture* ouzbékistano-coréenne au cœur de l'industrie ouzbèke dans la vallée du Ferghana.

#### IV. LA CHINE, INCONTOURNABLE PUISSANCE CENTRE-ASIATIQUE

**M. Emmanuel PUIG,  
Chercheur à l'Asia Center, directeur de l'Observatoire stratégique  
de la Chine**

La Chine s'est imposée rapidement en Asie centrale. Durant la première moitié des années 1990, elle s'est concentrée à la fois sur les questions de démarcation et de démilitarisation des frontières et sur la prévention de l'endiguement du mouvement séparatiste ouïgour. Dans la seconde moitié des années 1990 et au tournant des années 2000, la Chine a établi des plateformes de discussion, notamment le groupe de Shanghai devenu l'OCS en 2001.

À partir de cette date et de la fin de l'ère Jiang Zemin, Pékin a amorcé une implantation économique massive dans la région, en particulier dans les secteurs des hydrocarbures, des industries d'extraction, des infrastructures et des communications. En moins de deux décennies, la Chine est parvenue à gagner une réputation de partenaire économique et diplomatique fiable et est devenue un acteur essentiel dans la région. En termes économiques, elle a désormais dépassé de loin la prédominance traditionnelle russe. Elle est le premier partenaire commercial de la région de l'Asie centrale. Elle se classe alternativement première ou seconde au niveau des importations et des exportations avec chaque pays de la zone.

Sa domination est telle que les entreprises chinoises contrôlaient en 2013 plus de 40 % de la production pétrolière kazakhe. De plus, la Chine est en situation de quasi-hégémonie dans le secteur du gaz turkmène. L'économie kirghize repose quant à elle essentiellement sur les revenus douaniers et le dynamisme commercial créé avant tout par la réexportation des produits chinois. Pour sa part, le Tadjikistan est progressivement devenu le protégé financier des autorités chinoises qui le considèrent comme une voie d'accès privilégié à l'Afghanistan. Toutefois, le Kazakhstan reste le principal partenaire de la Chine dans la région, seul pays à bénéficier du label d'allié stratégique.

L'Asie centrale représente donc un enjeu fondamental pour Pékin. Elle est une porte d'entrée sur l'Asie de l'ouest, le Moyen-Orient et le Golfe persique. La Chine considère désormais que son statut de grande puissance passe par un rééquilibrage entre son espace maritime et le cœur du

continent. Par conséquent, Pékin développe ses partenariats avec le Moyen-Orient et l’Asie centrale, qui constitue un avant-poste de son influence politique, économique et commerciale vers l’Iran, la Turquie et les pays du Golfe.

L’Asie centrale joue également un rôle en matière de politique intérieure chinoise, la question de la stabilité politique régionale étant intrinsèquement liée à celle de la stabilité du Xinjiang. Selon les autorités chinoises, le seul remède à l’instabilité ouïgoure réside dans le développement économique de la région et dans son intégration régionale. C’est pourquoi elles misent sur les perspectives de coopération transfrontalière avec le Kazakhstan plutôt qu’avec l’Afghanistan et le Pakistan.

Par ailleurs, sa relation avec l’Asie centrale constitue une vitrine diplomatique pour la Chine, puisqu’elle lui permet de valoriser sa montée en puissance et son rôle assumé de puissance responsable. La création de l’OCS est inédite dans l’histoire diplomatique chinoise. Bien que ses réalisations soient discutables, l’OSC affiche quelques succès permettant à Pékin de jouer le rôle de puissance initiatrice d’un cadre de coopération multilatéral.

Comme aucun autre acteur auparavant, la Chine a transformé en profondeur l’Asie centrale. Elle a réorienté les flux commerciaux des États centrasiatiques, se présente comme seule alternative viable à la domination russe et comme seul partenaire faisant suivre ses déclarations d’actions. Elle offre par exemple des budgets et des lignes de crédit quasiment sans compter.

L’implantation massive chinoise suscite pourtant des réactions au sein des sociétés centrasiatiques. Les activités chinoises et la progressive perte d’autonomie des États centrasiatiques vis-à-vis de Pékin inquiètent, même si le dynamisme chinois est par ailleurs admiré. Sur le plan géopolitique, la Chine est également appréciée en tant que contrepoids à la Russie et pour donner aux États de la région une marge de manœuvre dans le cadre de l’OCS. Néanmoins, l’engagement sécuritaire de Pékin n’est pour le moment pas crédible face au réengagement de Moscou et aux réalités matérielles permettant à l’armée russe de mener des opérations extérieures, ce dont ne peut se targuer l’armée populaire de libération.

Sur le plan économique, l’influence chinoise fait l’objet d’avis contrastés. Le Kazakhstan et l’Ouzbékistan se plaignent régulièrement et ouvertement de la destruction de leur tissu industriel par la concurrence chinoise. Au contraire, le Tadjikistan et le Kirghizistan se félicitent de bénéficier de l’aide chinoise au développement. Toutefois, sur le plan culturel, la Chine parvient à faire la quasi-unanimité contre elle. En effet, les

opinions publiques s'inquiètent de la résurgence du mythique péril jaune. Les médias, parfois non indépendants, dénoncent le différentiel démographique et les soi-disant objectifs impérialistes cachés de Pékin et voient dans le précédent de la colonisation démographique du Xinjiang par les Hans un signe des intentions finales de la Chine en Asie centrale. Malgré ces tensions, Pékin a probablement offert plus d'opportunités aux États centrasiatiques qu'elle n'a réduit leur marge de manœuvre sur le plan économique.

Sur le plan politique et géopolitique, l'influence chinoise est plus contrastée. Pékin se trouve dans une situation paradoxale, puisqu'il dit œuvrer à la stabilité à long terme de la région tout en soutenant des régimes mettant la stabilité en péril par leurs pratiques prédatrices. Les autorités chinoises en sont conscientes : des groupes de débat et de travail ont été mis en place, notamment dans la perspective de l'après 2015 en Afghanistan. Elles ont également plusieurs fois appelé les États de la région à mieux prendre en compte les aspirations populaires. Elles considèrent probablement à juste titre que le modèle politique chinois, basé sur la collégialité de l'exécutif et la routinisation du changement générationnel des élites, offre davantage de prévisibilité que l'extrême personnalisation des régimes centrasiatiques dans lesquels une disparition soudaine pourrait créer un vide chaotique.

Enfin, les autorités chinoises savent que la perpétuation de leur influence régionale réside dans la prévention des instabilités. Le principal levier de Pékin dans la région réside dans sa puissance économique. Toutefois, le positionnement chinois en Asie centrale souffre de son caractère incomplet et de sa relation inextricable avec celui de la Russie. Si la Chine bénéficie de son influence économique, la Russie profite de son influence politique. Les deux dimensions se complètent, mais l'équilibre de la relation est délicat à mettre en œuvre. Ce dernier est pourtant déterminant pour la stabilité régionale. Ses mutations seront déterminantes pour le développement de la région dans les décennies à venir.

## V. LA SPÉCIFICITÉ DE L'OUZBÉKISTAN

### **M. Abdujabar ABDUWARITOV, recteur de l'Académie d'administration publique auprès du Président de la République d'Ouzbékistan**

Bien que je ne maîtrise pas la langue française, je ne me situe pas en dehors de la jonction entre l'Asie centrale et la France. Mon expérience me permet de m'exprimer au nom de l'administration étatique, mais également en tant que spécialiste de l'extrémisme et du terrorisme en Asie centrale. En

effet, j’ai analysé différents problèmes liés au développement d’organisations radicales se réclamant de l’Islam ou d’autres religions.

Chargé depuis quelque temps du développement de l’Ouzbékistan et de la construction de l’État, j’ai le sentiment que la France ne dispose pas encore de doctrine puissante lui permettant de se positionner par rapport à l’Asie centrale. Il est tentant de considérer la région à travers les yeux de Moscou, alors qu’elle est complètement autonome, même vis-à-vis du Moyen-Orient. Notre spécificité est intéressante, notamment en raison de notre histoire. Tous les pays d’Asie centrale ont d’ailleurs un visage personnel et distinct.

Les experts qui se sont exprimés jusqu’à présent sont tous conscients de ce que notre région représente. Cependant, je me dois de rappeler que, pendant des millénaires, différentes civilisations ont existé dans la région. Les pays y étaient déjà séculaires et laïques. L’Islam centrasiatique se caractérise d’ailleurs par sa très grande tolérance à l’égard des autres confessions et minorités présentes dans la région. La communauté juive de Boukhara, par exemple, a coexisté pacifiquement pendant mille ans avec le reste de la population et a développé sa culture en s’appropriant des particularités locales. A l’intérieur de l’Islam, se sont également développés différents mouvements, comme le soufisme, qui sont parfaitement tolérés. L’Islam centrasiatique est humaniste, même si l’Asie centrale ne constitue pas l’origine des humanités musulmanes.

L’Ouzbékistan a une spécificité géographique intéressante : pour atteindre l’océan, nous sommes contraints de traverser deux pays, ce qui est inconfortable. Le développement de l’Ouzbékistan reflète cette spécificité. Nous disposons aussi de ressources en eau limitées. En revanche, notre sous-sol est riche en ressources, notamment en hydrocarbures. Cependant, le capital humain constitue la richesse principale de l’Asie centrale, en particulier en Ouzbékistan et au Kazakhstan. Des programmes de développement de l’éducation ont été mis en œuvre et génèrent des progrès rapides et sérieux.

J’ai dirigé pendant neuf ans une université britannique à Tachkent qui délivrait le diplôme anglais en Ouzbékistan. Sept universités implantées à Tachkent, dont l’université de Singapour, délivrent un diplôme britannique. L’université de Corée du Sud et trois universités russes délivrent quant à elles leur propre diplôme. Pourquoi aucune université française n’est-elle présente ? Je suis surpris par cette absence, d’autant plus que notre politique étrangère définie jusqu’en 2020 prévoit un développement de l’Ouzbékistan dans tous les secteurs auquel nous souhaitons que différents pays participent. Dans ce cadre, les Français manquent à l’appel.

En outre, la région fait face à de nombreux défis auxquels nous devons répondre. Nous sommes indépendants depuis 23 ans. J'ai interrogé différents spécialistes rencontrés hier sur la manière de passer du socialisme au capitalisme, mais personne n'était compétent pour me répondre. En revanche, nous savons comment passer du capitalisme au socialisme. Nous souhaitons donner un contenu à notre indépendance. Au cours des cinq dernières années, l'Ouzbékistan a pu se développer de façon durable, la croissance économique y étant de 8 % par an.

Plusieurs experts nous ont conseillé de mettre l'accent sur la préservation de l'agriculture, afin de ne pas répéter les erreurs commises par de nombreux pays africains. Nous n'avons par conséquent pas détruit notre agriculture, mais l'avons développée et diversifiée, pour produire du blé notamment. Notre blé n'est pas d'aussi bonne qualité que le blé kazakh, mais l'Afghanistan en a besoin et nous le consommons également. Depuis quelques années cependant, le développement économique ouzbek est davantage industriel. De nombreux Français ont participé à ce développement en coopérant intensément avec l'Ouzbékistan.

Comme le voyage du Président Mitterrand en a témoigné, l'Ouzbékistan a entretenu avec la France des relations de proximité après son indépendance. En matière de construction étatique, la coopération avec la France nous a permis de nous inspirer de son expérience.

Plusieurs défis auxquels est confronté actuellement l'Ouzbékistan ont été évoqués : le trafic de stupéfiants, les ressources en eau, ainsi que les contraintes générées par ces dernières dans les zones transfrontalières, et l'Afghanistan. Nous nous inquiétons d'une éventuelle arrivée de l'État islamique en Afghanistan une fois que les opérations militaires y auront cessé. Les pays d'Asie centrale ont évolué depuis dix ans : ils ont créé leur État et assuré la stabilité du développement étatique. Nous savons que nous serons capables de faire face à la menace islamique et nous coopérerons avec d'autres États à cette fin. Il importe que chaque pays développe ses propres institutions et sa société civile, afin que tous les peuples se sentent chez eux.

Enfin, je soutiens l'appel à travailler avec nous formulé par Monsieur de Montesquiou à destination des Français. Nous sommes très ouverts et désirons fortement coopérer avec les Français.



## VI. ECHANGES AVEC LA SALLE

**M. Azamat KADYRALIEV, représentant de l’Ambassade du Kirghizistan.** - Je suis kirghize. J’ai étudié en France, à Sciences Po Grenoble puis à l’université Paris XI. Revenu au Kirghizistan, j’ai intégré le Ministère des Affaires étrangères. Depuis plusieurs mois, je suis de retour en Europe au sein de l’Ambassade du Kirghizistan à Bruxelles et accrédité en France.

Monsieur Fournier, vous dirigez le département avec lequel je travaille étroitement. Vous avez évoqué le Kazakhstan où la France exerce de nombreuses activités économiques. En effet, la France a signé avec le Kazakhstan l’Accord de partenariat stratégique en 2008. Le Turkménistan a été évoqué, de même que le Tadjikistan et l’Ouzbékistan. Quelle est donc la stratégie française à l’égard du Kirghizistan ? Ce dernier a choisi une autre voie de développement institutionnel, puisque son régime est démocratique et que ses citoyens y disposent de la liberté d’expression et du respect des droits de l’Homme. Or la France a une tradition en matière de démocratie et de droits de l’Homme.

**M. Romain PEYROUS.** - Dans quelle mesure la politique de rééquilibrage de la Chine constitue-t-elle une forme d’ingérence politique, voire militaire, dans les pays d’Asie centrale ?

**M. Pierre CABAGNOLS.** - Quel est l’impact de l’exploitation des gaz de schiste sur le développement énergétique de l’Asie centrale, notamment en termes de prix du gaz et du pétrole ?

**M. Éric FOURNIER.** - J’ai effectué mon dernier voyage en Asie centrale au mois de juin dernier au Kirghizistan. J’y ai passé trois jours et je suis revenu convaincu que nous devons faire beaucoup plus avec votre pays. Des Français y exercent déjà dans des secteurs porteurs, notamment dans celui du tourisme. En effet, vous disposez de ressources fabuleuses en la matière. Les investissements kirghizes en cours devraient vous permettre d’attirer un tourisme exceptionnel. J’ai par exemple échangé avec un investisseur kirghize ayant compris que les touristes ne souhaitent pas être logés dans de grands complexes hôteliers, mais être dépaysés. Une coopération extraordinaire pourrait être menée dans ce domaine.

J’ai également rencontré le Ministre des Affaires étrangères, qui a défendu avec beaucoup de conviction l’expérience démocratique kirghize, soulignant votre avance par rapport à vos voisins. Vous avez récemment traversé une crise douloureuse ayant occasionné plus de 400 morts à Och. Le gouvernement en a recherché les causes pour trouver des réponses.

Par ailleurs, nous avons déplacé au Kirghizistan une unité de recherche, l'IFEAC, sur laquelle nous nous basons pour mener des réflexions sur l'avenir de la région. Par conséquent, le tourisme, les échanges intellectuels et le travail sur la démocratie sont des chantiers de coopération importants appelés à se développer.

**M. Christian MAKARIAN.** - Nous n'avons pas évoqué le tourisme et le potentiel écologique du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan.

**M. Emmanuel PUIG.** - Le principal levier d'action chinois dans la région est d'ordre économique. La Chine ne coopère que peu en matière de défense, si ce n'est dans le cadre des exercices menés par l'OCS, les *Peace Missions*. Cependant, l'interopérabilité y est très limitée. Les pays d'Asie centrale sont très liés à la Russie en termes de tradition militaire et de formation des officiers. Ces derniers sont russophones et sont expérimentés dans le maniement des armes russes. L'empreinte de la Russie y est donc forte, notamment à travers le TSC.

Toutefois, la Chine tente de s'immiscer dans les marchés publics de sécurité et de fourniture de matériels de contre-insurrection ou de police. Cette activité reste limitée et la coopération en la matière embryonnaire. Tant que la domination russe perdurera, l'influence chinoise ne pourra pas se développer.

**M. Christian MAKARIAN.** - L'influence de la Russie semble hégémonique dans le domaine.

**M. Abdujabar ABDUWARITOV.** - Les conséquences de l'exploitation du gaz de schiste sont indolores pour les pays d'Asie centrale et le resteront, même si son développement est poursuivi en dépit de sa complexité. L'Ouzbékistan ne dispose que de peu de réserve de pétrole, mais d'énormément de réserve de gaz, indépendamment de ses réserves de gaz de schiste.

Au cours des cinq dernières années, nous avons réorienté notre approche du secteur vers une plus grande industrialisation, par exemple pour garantir notre propre production de polyéthylène ou d'autres produits dérivés importants pour l'avenir économique de l'Ouzbékistan. Nous ne considérons donc pas l'exploitation du gaz de schiste comme une menace.

En outre, nous développons actuellement l'énergie solaire qui nous permettra de réduire l'exploitation de nos réserves de gaz. En effet, nous souhaitons conserver ces dernières comme une source de développement de notre propre économie.

---

**M. Benoît de REGLOIX (Inter Mutuelles Assistance).** - J’ai beaucoup travaillé en Chine, notamment dans la pétrochimie. Or plusieurs secteurs posaient des problématiques liées à la sécurité intérieure, les entreprises françaises ne pouvant donc pas accéder aux marchés concernés. Les entreprises françaises rencontrent-elles les mêmes difficultés dans les pays d’Asie centrale ? Des marchés leur sont-ils fermés ?

**M. Bernard MAURICE.** - Je fais partie d’une micro-association travaillant avec le Tadjikistan. Nous nous sommes rendus au Tadjikistan, nous avons reçu des Tadjiks et nous préparons actuellement le voyage de Tadjiks en France. J’ai reçu un courriel de l’ambassade de France à Douchanbé me disant qu’elle ne s’intéressait pas à l’agriculture. Or l’agriculture tadjike accuse un retard certain et les Tadjiks sont demandeurs de coopération dans ce domaine.

Par ailleurs, pouvons-nous espérer un jour des relations apaisées entre l’ensemble des pays de la zone ?

**M. Éric FOURNIER.** - Comme le montre la présence d’entreprises étrangères dans les pays d’Asie centrale, aucun d’eux n’est fermé aux exportations ou aux investissements. Au contraire, l’Asie centrale est actuellement une terre de conquête pour l’ensemble des investisseurs et des commerçants. Cependant, ces marchés sont complexes et fonctionnent selon des règles particulières. L’Union eurasiatique à caractère douanier vient par exemple d’être mise en place. De plus, dans plusieurs pays dont l’Ouzbékistan, les bénéficiaires des entreprises étrangères ne peuvent être réexportés librement. Les procédures de rapatriement des bénéficiaires peuvent alors s’avérer complexes.

Quant à l’agriculture au Tadjikistan, si vous êtes exportateurs de produits agricoles français, vous y trouverez une clientèle potentielle. Les Italiens exportent par exemple énormément au Turkménistan voisin. Si vous préférez investir sur place, comme le font massivement des investisseurs français en Russie, vous êtes libres de le faire en fonction du retour sur investissement que vous souhaitez obtenir. En effet, l’ambassadeur français au Tadjikistan a eu raison de vous mettre en garde car je doute que les investissements français dans le domaine agricole puissent y être rentables en termes purement économiques. En revanche, si votre association propose une aide au développement agricole, la perspective est alors différente et vous pouvez proposer votre projet dans le cadre de la coopération décentralisée, par exemple.

**M. Abdujabar ABDUWARITOV.** - Aucun secteur n’est limité en termes d’accès dans les pays d’Asie centrale, même si notre économie est en transition et en cours de développement. 57 % du PIB ouzbek sont assurés

par le secteur privé, soit une part considérable pour un pays subissant des réformes économiques depuis 23 ans.

En outre, la procédure complexe de rapatriement des bénéficiaires a été conçue pour remédier à différents problèmes. Elle ne visait initialement pas les entreprises étrangères, mais empêche la fuite des capitaux de l'Ouzbékistan. Ce choix est justifié par la nécessaire stabilisation financière de ce dernier. Toutefois, les formalités de rapatriement des bénéficiaires sont actuellement reconsidérées en vue de leur simplification. En tant que citoyen ouzbek, je ne souhaite cependant pas que les bénéficiaires gagnés grâce aux Ouzbeks soient expatriés vers un paradis fiscal, ce qui ne serait pas compatible avec nos perspectives de développement.

Par ailleurs, il convient d'investir en Ouzbékistan. L'industrie ouzbek est en cours de développement, de même que l'agriculture. Par conséquent, elle offre des opportunités à tous les investisseurs, notamment français. De nombreux spécialistes français contribuent actuellement à développer les vignobles ouzbeks. L'Ouzbékistan produit des vins de grande qualité, mais nous devons disposer des technologies françaises pour encore les améliorer. Par exemple, nous développons les cépages Merlot. Nous devons mettre en contact l'héritage dont nous disposons dans le domaine viticole avec le savoir-faire français en la matière. C'est pourquoi j'appelle tous les investisseurs potentiels à investir en Ouzbékistan.

Enfin, à propos du Tadjikistan, je souscris aux propos de Monsieur Fournier.

**M. Éric PERRIER.** - Je travaille pour un énergéticien français. Comment l'Ouzbékistan reconsidère-t-il sa politique permettant de favoriser les investissements étrangers au service du pays, par exemple dans le domaine des infrastructures, de la gestion de l'eau ou de la production électrique ?

De plus, avez-vous l'intention, comme le Kazakhstan, de faciliter la venue d'hommes d'affaires en Ouzbékistan ?

**De la salle.** - Monsieur Abduwaritov, une unité de recherche française se trouvait à Tachkent. Or elle a été transférée à Bichkek. Pourquoi ?

**Mme Alix de GASSART (Campus France).** - Campus France, opérateur délégué des Ministères des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur pour la coopération et la mobilité universitaire et académique, est disposé à poursuivre l'accompagnement des ambassades de France dans les pays d'Asie centrale dans le domaine de la coopération

universitaire. Quels sont les axes de coopération que nous pourrions développer avec l’Ouzbékistan ?

**M. Abdujabar ABDUWARITOV.** - J’ai obtenu facilement le visa français en Ouzbékistan. En revanche, j’ai attendu deux semaines mon visa britannique. Le Royaume-Uni ne souhaite pas nous freiner, mais les procédures administratives devraient probablement être simplifiées. Tous les visas britanniques sont délivrés à Istanbul. Auparavant, le Kazakhstan souffrait probablement d’une certaine discrimination en matière d’obtention de visas. Il a finalement obtenu que les visas britanniques soient délivrés au Kazakhstan. Les relations intergouvernementales déterminent les formalités en matière d’obtention de visa. Je n’ai par exemple pas besoin de visa pour me rendre en Corée du Sud.

Faciliter l’obtention de visa relève aussi du travail du Ministère des Affaires étrangères. Prochainement, le Ministre des Affaires étrangères ouzbek se rendra en France ; la question pourra être évoquée.

Par ailleurs, les axes prioritaires de développement en Ouzbékistan concernent le secteur tertiaire. Celui-ci a un potentiel immense, particulièrement dans le domaine du tourisme dans lequel nous devons percer. Cependant, le développement du secteur tertiaire implique la présence de réseaux de communication et d’infrastructures. Jusqu’en 2016, un projet de construction de chemins de fer est mis en œuvre à grande échelle, afin d’assurer la liaison entre la plaine de Ferghana et le reste de l’Ouzbékistan. La ligne de chemin de fer aura une valeur inestimable pour le développement économique, tertiaire et touristique de la région.

En outre, l’Ouzbékistan est également pionnier dans la construction d’infrastructures en Afghanistan. Nous y avons notamment construit des infrastructures de transport, par exemple la route de Termedi autour de laquelle le secteur tertiaire s’est développé.

De plus, l’unité de recherche française présente en Ouzbékistan ne formait pas des étudiants. L’Ouzbékistan est compétent pour gérer l’implantation des unités de recherche sur son territoire. Nous déterminons les unités avec lesquelles nous souhaitons travailler en priorité. Nous avons fermé celles qui ne s’inscrivaient pas dans notre schéma de développement. La stabilité est l’une de nos préoccupations primordiales. Par conséquent, lorsque les Français souhaiteront ouvrir une structure en Ouzbékistan, ils le pourront. Je travaille depuis plusieurs années avec le Conseil britannique. Il a mené un travail très positif en Ouzbékistan en faveur de la jeunesse.

Par ailleurs, j’ai une grande expérience de coopération avec la France, en particulier dans le domaine de la formation de nos professeurs en

France. La coopération internationale permet de compenser les manques de l'Ouzbékistan : les Anglais sont spécialistes du monde des affaires, alors que les Coréens du Sud sont spécialisés dans les hautes technologies de la communication. Nous n'avons jamais ouvert d'université en collaboration avec des partenaires étrangers dans des domaines que nous maîtrisons.

Du côté français, nous travaillons beaucoup avec l'ENA et l'université de la Sorbonne. Nos professeurs pourraient y apprendre ce qu'ils pourraient ensuite transmettre en Ouzbékistan, par exemple en termes d'apprentissage de la langue française dans le secondaire. L'Ouzbékistan serait également intéressé par des recherches communes liées au développement régional de l'Asie centrale.

## TABLE RONDE 2 - PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET NOUVELLE DONNE STRATÉGIQUE EN ASIE CENTRALE

### I. LE CONTEXTE SÉCURITAIRE RÉGIONAL

**Sébastien PEYROUSE,**  
**George Washington University, Elliott School of International Affairs**

Le sujet des risques auxquels l'Asie centrale pourrait être confrontée dans les années à venir est vaste. Par sécurité et risques, j'entends les risques militaires, mais aussi ceux liés à la stabilité intérieure, économique et sociale. J'évoquerai les dangers réels ou perçus, à tort ou à raison, par les Etats concernés ou la communauté internationale.

Les dangers extérieurs relèvent notamment de l'influence politique et économique de certains États dans la zone. La question des ambitions de la Russie dans l'ancien espace soviétique est actuellement très discutée, notamment en raison de la crise ukrainienne. La Russie est certes très présente en Asie centrale. Elle y exerce une influence politique, militaire et économique. Sa présence y est accentuée par la mise en place de l'union douanière. De plus, elle ne souhaite pas voir ses voisins déstabilisés.

Pour autant, il est normal et salubre que la Russie maintienne d'importantes relations économiques avec les pays d'Asie centrale sans se voir accusée de colonialisme ou de néo-colonialisme. En effet, les États d'Asie centrale ont besoin d'investissements directs étrangers et peinent à en trouver. Incontestablement, la Russie y dispose de moyens de pression, en particulier *via* l'union douanière de plus en plus contestée à l'intérieur du Kazakhstan. Elle pourrait faire pression sur les États d'Asie centrale en arguant de la protection des minorités russes, comme l'a lui-même suggéré Monsieur Poutine. Sa déclaration est d'autant plus surprenante que les Russophones d'Asie centrale se sentent abandonnés par Moscou depuis plusieurs années.

L'influence économique et politique de la Chine est également questionnée. Ainsi, plus de 85 % des exportations chinoises en Asie centrale sont composées de produits finis, alors que les États d'Asie centrale exportent à hauteur de 80 % des matériaux bruts vers la Chine, à savoir du pétrole et métaux ferreux et non ferreux. Par conséquent, les États d'Asie centrale voient disparaître certaines de leurs industries de transformation, ce que les populations locales interprètent comme l'un des éléments de déstabilisation sociale accélérant la baisse du niveau de vie de certaines

populations. Il convient donc de s'interroger sur la manière dont les populations centrasiatiques vivront la présence chinoise dans les années à venir.

L'Afghanistan constitue aussi une menace extérieure. Toutefois, il est difficile de prévoir sa situation politique future. Si les Talibans revenaient au pouvoir, il n'est pas certain qu'ils lanceront des opérations guerrières contre les pays d'Asie centrale. Au contraire, ils auront davantage besoin de développer des relations économiques avec les pays voisins de l'Afghanistan. Finalement, l'Asie centrale fait face à des risques autrement plus importants.

Cependant, le trafic de drogue est directement lié à l'Afghanistan. Environ 90 tonnes d'héroïne venant d'Afghanistan transitent par l'Asie centrale chaque année. Au contraire, les saisies diminuent régulièrement et la consommation en Asie centrale ne cesse d'augmenter.

Quant aux dangers spécifiques à la région centrasiatique, ils relèvent d'abord des questions frontalières. Le non-tracé des frontières, et parfois leur minage, a généré de nombreux troubles ces dernières années, notamment entre le Tadjikistan et le Kirghizistan. De même, de nombreuses portions de territoires font encore l'objet de différends entre les États d'Asie centrale. Cependant, délimiter les frontières ne résout pas tous les problèmes. Paradoxalement, la démarcation des frontières crée parfois davantage de troubles, par exemple lorsque les populations transfrontalières sont confrontées à des douaniers corrompus les empêchant de passer la frontière pour se rendre sur leur lieu de travail ou rendre visite à des membres de leur famille.

De plus, la question de la répartition de l'eau empoisonne les relations qu'entretiennent plusieurs États centrasiatiques entre eux, particulièrement entre l'Ouzbékistan, d'une part, et le Kirghizistan et le Tadjikistan, d'autre part.

Enfin, les pays centrasiatiques sont confrontés à des dangers strictement intérieurs. L'instabilité sociale et intérieure est générée par plusieurs menaces. Les systèmes d'éducation et de santé sont souvent défectueux. De nombreuses questions liées à la sécurité alimentaire se posent également. Chaque pays présente évidemment une situation spécifique en la matière et emprunte des voies divergentes vers le développement, bien que l'héritage soviétique commun y soit encore visible.

Les États d'Asie centrale sont-ils victimes de ces menaces ou les gouvernements constituent-ils une menace pour leur population ? Un régime peut être légitime sans être démocratique. À l'exception du Kirghizistan, les régimes centrasiatiques, bien qu'autoritaires, ne sont pas uniquement basés



sur la coercition. Ils sont parvenus à créer des stratégies de légitimation populaire consistant à se présenter comme les seuls et uniques garants de la sécurité et de la stabilité intérieures et de la croissance économique après leur difficile transition dans les années 1990. L'accent mis sur les menaces que représentent l'extrémisme religieux, le terrorisme et les trafics de drogue permet de renforcer le sentiment d'un intérêt national protégé par les élites dirigeantes. Ces dernières sont donc remerciées pour la stabilité sociale qu'elles parviennent officiellement à maintenir.

Pour autant, nous assistons à un déclin important du capital humain, qui hypothèque l'avenir des républiques centrasiatiques. Ces dernières portent une responsabilité importante dans le développement des menaces non traditionnelles auxquelles ils font face. A ce titre, l'exemple du Turkménistan du Président Nyyazow est particulièrement frappant. Ce dernier avait délibérément déscolarisé la population dans l'espoir que sa désalphabétisation faciliterait l'acceptation de son régime extrêmement autoritaire. Il a aussi bradé le système de santé hérité de l'époque soviétique, alors que les revenus générés par la rente gazière auraient largement permis de le maintenir en état. Il est aujourd'hui difficile de noter une véritable amélioration de la situation.

De même, le traitement de l'Islam par les dirigeants en place est lui aussi générateur d'insécurité, particulièrement en Ouzbékistan et au Tadjikistan. La peur de l'islamisme radical pousse les gouvernements à y mettre en œuvre une politique extrêmement restrictive en matière de liberté religieuse. Assurer un enseignement religieux est par exemple très difficile. De nombreuses personnes sont ainsi poussées à chercher un enseignement religieux dans d'autres pays, au Moyen-Orient notamment, ou à contacter des groupes clandestins qui diffusent un enseignement non maîtrisé par les autorités. Les résultats de la politique menée vont donc à l'encontre des résultats souhaités.

Par ailleurs, les emprisonnements arbitraires pratiqués en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Turkménistan au nom du wahhabisme alimentent les mécontentements sociaux et créent des extrémistes. En effet, les prisons centrasiatiques sont devenues des pépinières de l'extrémisme religieux.

En outre, la drogue constitue un risque notable pour la région et illustre la confusion entre problèmes intérieurs et extérieurs faite, volontairement ou non, par les gouvernements centrasiatiques et parfois par la communauté internationale. Le trafic de drogue et le militantisme islamiste sont ainsi assimilés, alors que le premier s'effectue dans un cadre beaucoup plus large que le second. Il existe le trafic dit vert des groupes islamistes, le trafic dit noir des petits trafiquants et le trafic rouge, beaucoup

plus important, organisé par de grandes structures criminelles souvent soutenues par de hautes personnalités étatiques.

L'assimilation entre trafic de drogue et islamisme conduit à une interprétation au moins partiellement fautive des solutions à mettre en œuvre pour contrer ce trafic. Le contrôle aux frontières a ainsi été renforcé, avec l'aide de la communauté internationale. Si la sécurisation des frontières est nécessaire, elle sera inutile tant que la corruption persistera.

Enfin, tous les États centrasiatiques cherchent à équilibrer leurs relations avec la Russie et la Chine en entretenant des relations avec d'autres États. À ce titre, de nombreuses opportunités sont offertes à l'Union européenne dans plusieurs domaines, comme le développement de l'éducation, de la santé ou la sécurité alimentaire, nécessitant des moyens moins importants que ceux engagés par les Chinois dans les infrastructures par exemple.

## II. LE RÔLE DES PAYS CENTRASIASATIQUES DANS LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE EUROPÉENNE. LE CAS DU TURKMÉNISTAN

**Mme Inessa BABAN,**  
**Post-doctorante à l'École militaire stratégique de Paris**

Mon intervention se concentrera sur le Turkménistan pour deux raisons : d'une part, il est le pays le plus mystérieux et le moins connu des anciennes républiques soviétiques en raison de ses spécificités politiques et culturelles et, d'autre part, il suscite un intérêt croissant chez les pays européens en raison de ses réserves de gaz naturel. Dans quelle mesure le Turkménistan peut-il contribuer au renforcement de la sécurité énergétique dans les années à venir ?

Connu pour sa richesse en hydrocarbures, le Turkménistan regorge de réserves de gaz naturel estimées à 17,5 trillions de m<sup>3</sup>, soit 9,4 % des réserves mondiales. Il occupe la quatrième place mondiale derrière la Russie, le Qatar et l'Iran. Ses réserves de pétrole sont moins importantes, même s'il revendique d'importantes réserves dans le secteur turkmène de la mer Caspienne, insuffisamment exploitées actuellement. Le Turkménistan est le premier producteur de gaz naturel d'Asie centrale et le second de la Communauté des États indépendants derrière la Russie. Il a produit 62,2 milliards de m<sup>3</sup> de gaz en 2013, soit 1,8 % de la production mondiale. Il a pour ambition d'augmenter sa production de gaz naturel à 125 milliards de m<sup>3</sup> par an jusqu'en 2020. Toutefois, les exportations de gaz turkmène ne sont pas suffisamment importantes par rapport à ses réserves et à son niveau de

production, sa consommation domestique ayant fortement progressé au cours des dernières années. Avec 22,3 milliards de m<sup>3</sup> de gaz consommés en 2013, le Turkménistan enregistre la consommation de gaz *per capita* parmi les plus élevées du monde, fait inhabituel pour un pays de cinq millions d'habitants dont le secteur industriel est sous-développé.

Les priorités de sa politique énergétique consistent, d'une part, en l'augmentation de sa production et de ses exportations de gaz naturel et, d'autre part, en la diversification des voies d'exportation de sa production gazière. Depuis l'arrivée au pouvoir du Président Berdimuhamedow en 2007, le Turkménistan a adopté des mesures visant la création des conditions nécessaires au développement de nouveaux champs gaziers se situant essentiellement dans le bassin d'Amu Darya. Le Président turkmène souhaite rendre attractif le Turkménistan auprès des acteurs étrangers et rétablir leur confiance. En effet, la gestion économique désastreuse, la politique arbitraire et l'isolationnisme politique pratiqués par son prédécesseur, Saparmyrat Nyýazow, ont freiné l'arrivée des investisseurs étrangers et les ont rendus méfiants à l'égard du Turkménistan.

Le Président Berdimuhamedow a décidé de mettre fin à l'immobilisme de l'administration Nyýazow en matière de diversification des routes d'exportation énergétiques, afin de diminuer le monopole que la Russie exerçait en la matière depuis la période soviétique. Les effets de la dépendance turkmène envers le réseau de gazoduc contrôlé par la Russie ont été ressentis par les Turkmènes en 2009, lorsque l'explosion d'un gazoduc a causé l'arrêt des livraisons de gaz turkmène à la Russie.

Dans ce cadre, les autorités turkmènes ont repris des projets de gazoduc abandonnés par la précédente administration, afin de créer de nouveaux débouchés pour les exportations de gaz turkmène. Toutefois, excepté le gazoduc transasiatique et transiranien acheminant respectivement du gaz turkmène vers la Chine et l'Iran, les projets transafghan et transcasprien restent inachevés. Le projet de gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) a pâti de l'instabilité régnant en Afghanistan, tandis que le projet transcasprien a été freiné par les enjeux géographiques et géopolitiques qu'il pose.

Ce dernier semble également peser dans une bataille de pipelines opposant la Russie aux pays européens dans le bassin de la mer Caspienne. Alors que le projet de gazoduc transcasprien est considéré par les Européens comme un projet capital dans le cadre du corridor gazier sud visant à offrir de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz à l'Europe, il est vu par les Russes comme menaçant leurs intérêts économiques et géopolitiques. Par conséquent, ces derniers cherchent à orienter la production de gaz turkmène en direction du nord et de la Russie *via* le projet gazoduc péricasprien.

L'accord politique tripartite russe-kazakh-turkmène portant sur le projet péricaspien a été signé à l'initiative russe le 12 mai 2007 dans le cadre d'un sommet énergétique réunissant les trois États à Turkmenbachi, sur la côte turkmène de la mer Caspienne.

Le même jour, un mini-sommet organisé par l'ancien Président polonais Kaczynski et consacré à l'énergie a eu lieu à Cracovie en Pologne. Il visait à réaffirmer la solidarité énergétique européenne face à la Russie. Kaczynski était d'ailleurs favorable à la création d'une organisation équivalente à l'OTAN dans le domaine de l'énergie. Le sommet s'est concentré notamment sur le gazoduc transcaspian, considéré comme déterminant dans le renforcement de la sécurité énergétique européenne. Cependant, aucun chef d'État des pays d'Asie centrale n'y était présent. D'après plusieurs sources diplomatiques européennes, le Président russe les avait convaincus de ne pas y participer.

Les rivalités de pouvoir autour des hydrocarbures caspiens en général et du gaz turkmène en particulier sont souvent présentées comme étant essentiellement russo-occidentales. Au cours des années 1990, les Américains et les Russes s'opposèrent farouchement au sujet des voies d'exportation de la production gazière turkmène. Alors que les premiers cherchaient à diriger les flux énergétiques turkmènes vers l'ouest, les seconds tentaient de les orienter vers le nord. Durant les années 2000, le même type de compétition se déroule entre la Russie et l'UE, qui remplace les États-Unis dans le grand jeu énergétique régional en raison de ses besoins énergétiques et du retrait américain de la région. En 2009, la Chine est pourtant parvenue à s'emparer du gaz turkmène *via* la mise en place d'un gazoduc le transportant vers l'est. Actuellement, les exportations de gaz vers la Chine représentent 70 % des exportations turkmènes de gaz.

Néanmoins, le Turkménistan est un pays clé en Asie centrale ayant la volonté politique d'acheminer son gaz vers l'Europe. Le marché européen est attractif pour le Turkménistan, comme l'ont timidement affirmé les officiels turkmènes lors de la première conférence économique franco-turkmène qui s'est tenue à Paris au mois de juillet 2014. Par conséquent, le Turkménistan peut jouer un rôle important dans le renforcement de la sécurité énergétique européenne, à condition qu'il soit connecté au réseau de gazoducs d'Azerbaïdjan, le projet de gazoduc ayant peu de chance d'aboutir en raison des oppositions russe et iranienne.

L'exploitation conjointe du gisement *offshore* Kyapaz-Serdar, situé en mer Caspienne et constituant une pomme de discorde entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, pourrait contribuer au transport de la production gazière turkmène vers l'Europe *via* l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Une fois connectés, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan pourront

contribuer à la mise en place d'un corridor gazier au sud. Les deux pays possèdent les qualités requises pour devenir les pivots de la province pétro-gazière d'Eurasie centrale, d'une importance majeure sur la carte énergétique globale : situés respectivement sur les rivages occidentaux et orientaux de la mer Caspienne, ils relient le Caucase du sud à l'Asie centrale. La province ainsi émergée ne concurrencera pas les ressources en hydrocarbures du Golfe Persique, cœur de la carte énergétique mondiale, mais elle disposera des qualités nécessaires pour devenir un carrefour énergétique d'importance première à l'échelle eurasiatique et secondaire à l'échelle mondiale.

### **III. L'EAU EN ASIE CENTRALE. UNE RESSOURCE ABONDANTE MAIS CONVOITÉE**

**Alain CARIOU,**  
**Maître de conférences à l'université Paris IV**

L'idée reçue selon laquelle l'Asie centrale vivrait une situation de pénurie est fautive, puisque l'eau y est abondante. La région détient d'ailleurs les records mondiaux de prélèvements en eau. De plus, les chiffres officiels ne montrent pas une crise de la disponibilité de l'eau, aucun pays n'étant en stress hydrique, contrairement à la plupart des pays du Moyen-Orient ou à la Chine. En revanche, l'Ouzbékistan est en situation de vulnérabilité.

En outre, l'Asie centrale est connue pour ses déserts. Sa continentalité fait qu'elle se situe dans la grande diagonale aride de l'ancien monde, s'étendant des déserts chinois au Sahara. Cependant, un heureux contraste de relief fait que des pays situés en amont et composés d'espaces montagneux jouent le rôle de château d'eau pour l'Asie centrale basse souffrant d'aridité ou de semi-aridité. L'Asie centrale est considérée comme manquant d'eau en raison de la pression exercée sur cette ressource par les aménagements hydro-agricoles. Dans des pays arides, il est en effet logique que la majorité de l'eau soit dédiée au secteur agricole. Toutefois, l'Asie centrale ne présente pas les plus importants espaces irrigués du monde.

La mobilisation de l'eau en Asie centrale est exceptionnelle. L'intégralité des écoulements de surface des bassins versants du Syr-Daria et de l'Amou-Daria a par exemple été canalisée pour développer des fronts pionniers agricoles, en particulier au cours de la période soviétique. En effet, l'Asie centrale était considérée comme une frontière intérieure de l'URSS, comme l'est actuellement le Xinjiang en Chine. Les États post-soviétiques ont hérité de la situation. L'eau joue donc un rôle essentiel en matière de développement, mais constitue aussi un enjeu politique.

Les aménagements hydro-agricoles sont partiellement responsables d'une dégradation quantitative des hydro-systèmes : c'est le cas de l'Aral, mais aussi du bassin du Tarim situé dans le Xinjiang, la Chine se trouvant aussi en Asie centrale. Le développement de fronts pionniers dans le Xinjiang contribue à faire disparaître le cours d'eau ; ce dernier a d'ores et déjà perdu 350 km de cours dans sa partie avale en raison des prélèvements dont il fait l'objet. Quant à l'eau prélevée dans l'Aral, le volume utilisé par hectare et par an atteint des records, témoignant de la faible efficacité de l'irrigation et du caractère technologiquement dépassé du réseau soviétique. En effet, moins de la moitié de l'eau prélevée parvient jusqu'aux parcelles.

De même, l'eau urbaine est gaspillée. À Tachkent, le débit théorique accordé à chaque citoyen par jour est de l'ordre de 350 litres. Or le débit effectif quotidien s'élève à mille litres par habitant, alors qu'il est de 121 litres à Paris et de 652 litres à Abu Dhabi par jour, ville située en zone hyperaride. Le réseau d'adduction de Tachkent date de 1966. Il a donc été mis en place après le tremblement de terre, très peu d'aménagements ayant été réalisés depuis, expliquant les pertes considérables d'eau.

La ressource subit également une dégradation qualitative, les hydro-systèmes étant affectés par divers polluants. Les grands fleuves d'Asie centrale sont ainsi fortement minéralisés par des résidus d'engrais et de pesticides, les eaux de drainage étant généralement directement rejetées dans les rivières, de même que les rejets industriels. De plus, les stations d'épuration existantes datant généralement de la période soviétique sont dépassées technologiquement et donc incapables de traiter les pollutions aux métaux lourds ou au nitrate.

En outre, le problème de l'accès à l'eau dans le bassin de l'Ara génère des tensions. En effet, les États montagnards détiennent la ressource, mais l'utilisent peu, alors que les États situés en aval disposent de moins de ressource, mais l'utilisent davantage. Ces derniers se trouvent donc en situation de dépendance à l'égard des premiers. La situation n'était pas problématique dans le cadre du système soviétique, des échanges d'eau et d'hydrocarbures étant alors organisés ; elle l'est désormais, chacun souhaitant garder ses propres ressources. Une concurrence émerge également entre la Chine et le Kazakhstan, les Chinois détournant massivement les eaux du bassin de l'Irtych en vue de développer des fronts pionniers.

Par conséquent, l'eau est un instrument de la politique au service de l'intégration de périphéries mal maîtrisées : l'Asie centrale lors de la période soviétique, le Xinjiang en Chine désormais. L'enjeu économique lié à l'eau est probablement moins important que l'enjeu politique. En outre, malgré l'importance des défis hydrauliques, les États se révèlent incapables de

coopérer à l'échelle des bassins versants afin de préserver la ressource. Le gaspillage de cette dernière se combine à l'existence d'infrastructures vieillissantes. L'enjeu actuel réside donc davantage dans la gouvernance de l'eau actuellement fondée sur un modèle non durable.

#### **IV. ENTRE OR BLEU ET OR NOIR... LA DYNAMIQUE DES FLUIDES**

**Arnaud BRUNELLE,**  
**Directeur grands projets Europe Moyen-Orient Afrique à Itron eau**

Je qualifie l'eau d'or bleu en raison de son caractère limité. Deux tiers de la planète sont couverts d'eau. Cependant, il s'agit à 97,5 % d'eau salée, l'eau potable réellement accessible ne représentant que 0,007 % de l'eau de la planète. De plus, la population mondiale vivant en milieu urbain a triplé au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. Parallèlement, la consommation d'eau a été multipliée par six, notamment en raison de l'industrialisation.

Dans les années 1970, le stress hydrique, déterminé par la confrontation entre les ressources disponibles et la population, concernait essentiellement les pays d'Afrique du nord, du Moyen-Orient et certains pays d'Europe dans lesquels la densité de population et l'industrialisation sont fortes. En 2025, le stress hydrique se répandra sur la planète, en particulier dans les pays en croissance démographique, en Asie, en Chine, en Inde et dans certains pays d'Asie centrale.

Au niveau local, les compagnies d'eau gérant les usages domestiques et industriels d'eau d'une ville utilisent actuellement une méthodologie définie par l'IWA (*International Water Association*). Cette autorité internationale compétente établit des outils et des méthodologies suivies par l'ensemble des compagnies d'eau dans le monde. Une grande partie de l'eau du réseau urbain, prélevée dans le milieu, traitée puis introduite dans le réseau, est destinée aux clients ; elle est alors mesurée et facturée. Toutefois, une autre partie considérable de l'eau n'est pas vendue, puisqu'elle est perdue. Les pertes sont composées à la fois des pertes physiques, l'eau fuyant des tuyaux ou débordant des réservoirs, et des pertes apparentes dues à l'imprécision des compteurs ou au manque de fiabilité des transmissions d'information depuis le terrain jusqu'à la compagnie d'eau.

Actuellement, 35 % de l'eau introduite dans les réseaux urbains ne sont jamais facturés, ce taux atteignant des niveaux beaucoup plus importants dans certains pays. Lorsqu'une ville est sous stress hydrique, il est possible d'y introduire plus d'eau en la prélevant dans le milieu ; cette solution a un coût à la fois environnemental et économique, des

investissements considérables devant être réalisés. En effet, des villes s'approvisionnent en eau à très longue distance : Paris prélève une partie de son eau à 150 km, New Delhi à 250 km et Pékin à plus de 500 km. Cela engendre des coûts considérables en termes d'infrastructures et d'électricité. Une compagnie d'eau est souvent le premier consommateur d'électricité de sa ville ou de son pays. Il est également envisageable de diminuer les pertes, ce qui est plus aisé.

Deux tiers des pertes sont physiques, alors que seul un tiers d'entre elles sont apparentes. Cinquante milliards de m<sup>3</sup> d'eau sont perdus annuellement, soit plus de 200 fois la consommation annuelle de la ville de Paris, représentant un coût de trente milliards de dollars. La diminution des pertes constitue donc un gisement important pour toutes les compagnies d'eau.

Dans ce contexte, la société Itron dispose d'une expertise développée en France et en collaboration avec l'ensemble de ses contacts dans le monde. Elle a également développé des technologies permettant par exemple de diminuer des pertes apparentes. Des instruments de mesures très précis sont installés sur les réseaux et fournissent une information très précise. La collecte des données est également améliorée, l'information étant transmise plus fréquemment et de façon fiable du terrain à la compagnie d'eau. De même, le stockage des données constitue un enjeu, certaines villes ayant des millions d'abonnés. Enfin, l'utilisation des données est rendue plus intelligente en proposant des axes concrets de résolution des problèmes aux compagnies d'eau. Les solutions deviennent davantage fiables, faciles à mettre en œuvre et offrent un retour sur investissement rapide.

La société Itron est aujourd'hui active dans l'ensemble du monde, notamment en Asie centrale où nous menons différents projets. Nous avons initié une action de réduction des pertes en eau à Astana en 2007. Nous avons également des projets au Kirghizistan, au Tadjikistan, etc. Les démarches menées en la matière font évidemment l'objet de décisions prises à un très haut niveau, les enjeux liés à l'eau étant stratégiques. Par conséquent, je remercie l'action du groupe d'amitié sénatorial France-Asie centrale qui nous aide beaucoup dans l'établissement des contacts nécessaires. Nous avons par exemple pu rencontrer le Maire d'Astana, Monsieur Tasmagambetov, en 2010 et, plus récemment, le Maire de Douchanbé, également Président du Sénat tadjik. Ce dernier s'est rendu en France et est venu visiter notre centre d'excellence situé à Mâcon, dans lequel nous développons et fabriquons nos technologies. Le groupe d'amitié sénatorial est donc un appui essentiel de la société Itron pour développer des solutions dans les pays d'Asie centrale.



## V. PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES EN ASIE CENTRALE

**Rémy FERRATO,**

**Economiste senior en charge de l'international au sein du Département  
Economie de la production et Stratégie industrielle, Direction Production  
et ingénierie d'EDF**

EDF est un leader mondial de l'électricité intégrant l'ensemble des métiers de la production industrielle, du nucléaire aux énergies renouvelables, de gestion des réseaux, du commerce et du service énergétique, à travers la filiale Dalkia. Le groupe est international et fortement ancré en Europe, même s'il dispose de perspectives au-delà des frontières européennes. L'Asie centrale est l'une des zones auxquelles EDF accorde un intérêt croissant.

Le groupe EDF est responsable en tant que leader mondial de l'électricité, l'électricité produite étant peu émettrice de CO<sub>2</sub>. Il est d'ailleurs l'un des électriciens les moins émetteurs de CO<sub>2</sub> du monde : 85 % de sa production n'émet pas de CO<sub>2</sub>, cette part s'élevant à 96 % en France. En 2011, près de 68 % de la production mondiale d'électricité était émettrice de CO<sub>2</sub>. De plus, ses émissions globales sont de l'ordre de 116 g de CO<sub>2</sub> par kWh, la moyenne européenne en la matière atteignant 350 g.

EDF a une stratégie de montée en puissance dans le domaine des énergies renouvelables grâce à sa filiale EDF Energies Nouvelles, totalement détenue et contrôlée par EDF. Cette filiale est présente dans 18 pays et cherche à se développer, y compris en Asie centrale.

La présence mondiale d'EDF est reconnue. Son cœur d'activité se trouve en Europe autour de plusieurs filiales en France, en Italie, au Royaume-Uni, en Pologne ou en Belgique. EDF a également une stratégie de développement et de positionnement active sur les continents américain et asiatique, ainsi que la volonté de s'ouvrir vers l'Eurasie.

EDF a apporté sa connaissance fine et sa pratique sociétale dans le cadre du projet de barrage de Nam Theun situé au Laos et développé en vue d'exporter de l'électricité vers la Thaïlande. Le barrage constitue une réalisation de premier plan au niveau mondial en termes industriels, financiers, sociaux et environnementaux. Dans ce cadre, des programmes sociaux et environnementaux ont été développés en collaboration avec des instituts et des experts internationaux. De plus, l'expertise technique et environnementale d'EDF a permis de garantir la collaboration de la Banque mondiale sur ce projet, après une interruption d'une dizaine d'années du financement de cette dernière.

EDF est aussi un acteur actif sur les technologies fossiles et thermiques les plus avancées. Alors que près de 68 % de la production mondiale d'électricité sont issus des combustibles fossiles (charbon, gaz et pétrole), EDF développe la centrale à cycle combiné de dernière génération la plus efficiente sur le marché en collaboration avec General Electric dans le nord de la France. Or un meilleur rendement permet de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub>. Le développement de telles technologies peut donc contribuer à maîtriser les émissions de carbone. Nous développons également des solutions de captage de CO<sub>2</sub> pour les productions d'électricité basées sur le charbon, afin de les rendre plus écologiques. Le démonstrateur du Havre bénéficie par exemple de cette technologie, en collaboration avec Alstom.

Par ailleurs, EDF perçoit la zone Asie centrale comme étant globalement en croissance rapide, ce qui la rend attractive. Les potentiels des parcs électriques y sont très variés en raison d'un accès disparate aux ressources énergétiques. Par conséquent, une entente régionale paraît nécessaire au développement des grands projets énergétiques, notamment dans le domaine hydraulique. Cette condition devra être satisfaite pour que nous puissions développer et accompagner techniquement des projets en Asie centrale. Compte tenu du potentiel de la zone, le groupe EDF est ouvert aux opportunités dans tous ses métiers impliqués dans l'ensemble de la chaîne énergétique.

En outre, le Kazakhstan présente un intérêt stratégique particulier pour EDF en raison de son développement et de l'importance de ses ressources minières. En particulier, étant le premier producteur mondial d'uranium, nous nous y approvisionnons, de même qu'en Australie, au Niger et au Canada.

Cependant, un déséquilibre en matière de production d'électricité est visible au Kazakhstan, particulièrement entre le nord et le sud. Alors que la production est globalement excédentaire au nord, elle est déficitaire dans le sud et l'ouest du pays. En effet, le Kazakhstan compte trois grands types de production d'électricité. Le nord-est du pays produit principalement son électricité grâce au charbon. Ce dernier est d'ailleurs à l'origine de 75 % de la production globale d'électricité au Kazakhstan, en tant que ressource locale et la moins onéreuse. En revanche, l'est du pays produit son électricité grâce au gaz et au pétrole, tandis que les régions frontalières du Kirghizistan et du Tadjikistan peuvent fabriquer de l'énergie hydraulique.

De plus, le Kazakhstan est un pays dans lequel un énergéticien se doit d'accompagner les autorités gouvernementales dans la mise en œuvre de leur stratégie d'amélioration de l'efficacité énergétique du pays. En 2008, il fallait au Kazakhstan trois fois plus d'énergie que les pays de l'OCDE pour

créer un dollar de PIB. Son potentiel d'amélioration, notamment *via* un accompagnement des industriels, est donc considérable.

Le Kazakhstan se donne des objectifs ambitieux pour décarboner sa production d'électricité. Le gouvernement vise ainsi à produire 50 % d'électricité décarbonée d'ici 2050, en incluant les énergies hydraulique et nucléaire. La réalisation de cet objectif implique déjà de produire un GWh d'énergie renouvelable grâce à l'éolien et au photovoltaïque d'ici 2020 et près de cinq GWh d'ici 2030. A cette fin, le gouvernement a défini en 2014 un cadre réglementaire améliorant la visibilité des développeurs et des investisseurs.

Enfin, EDF a identifié des domaines de coopération en Asie centrale, non seulement au Kazakhstan. Dans le domaine des réseaux de transport et de distribution, EDF peut apporter une expertise directement exploitable concernant les systèmes intelligents, *smart grids* et *smart meters*, pouvant contribuer à améliorer l'efficacité énergétique. Le Groupe dispose également d'une expertise dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier l'énergie hydraulique. À ce titre, nous travaillons actuellement à évaluer le potentiel hydro-énergétique des bassins en vue de l'importation de nouvelles capacités, notamment dans la petite hydraulique. Dans le domaine de la production thermique, nous sommes également prêts à partager notre expertise. Notre expérience internationale nous permettra d'accompagner les pays centrasiatiques dans l'efficacité énergétique. C'est pourquoi nous proposons de passer de l'or bleu à l'or noir *via* l'or vert que sont les énergies renouvelables.

## **VI. L'EXPOSITION INTERNATIONALE ASTANA 2017 : INVESTISSEMENTS ET OPPORTUNITÉS POUR LA FRANCE ET L'EUROPE**

**M. Ivan PROSTAKOV,  
Conseiller auprès du secrétaire général du Bureau international  
des expositions**

Le BIE est une organisation intergouvernementale créée en 1928 par la Convention de Paris, siégeant toujours à Paris et comptant actuellement 168 pays membres. Sa mission essentielle consiste en la réglementation de l'organisation des grands événements internationaux, notamment les expositions universelles, dites expositions enregistrées, et les expositions internationales spécialisées, dites expositions reconnues.

L'exposition à Astana, Kazakhstan, en 2017 est une exposition internationale spécialisée. Quant à la dernière exposition universelle, elle a

eu lieu à Shanghai en 2010, les prochaines étant programmées à Milan en 2015 et à Dubaï en 2020. Les expositions internationales sont de moindre importance. Elles peuvent durer jusqu'à trois mois, ce qui sera le cas de celle d'Astana. Le nombre de visiteurs attendus y est également moindre, mais l'événement reste prestigieux et nécessite une organisation parfaite et d'importants investissements.

La Ville d'Astana a été choisie par l'Assemblée générale du BIE le 22 novembre 2012, 103 pays membres ayant voté pour son projet. Ce dernier a ensuite été enregistré par le BIE selon une procédure formelle, après laquelle le pays-hôte peut commencer à lancer les invitations. Le Kazakhstan vient donc de lancer une campagne promotionnelle internationale, notamment *via* des visites officielles, afin d'inciter les pays à participer à l'exposition. Cette dernière débutera le 10 juin 2017. Cinq millions de visiteurs y seront attendus et cent pays et six organisations internationales devraient y participer.

Le site sur lequel l'exposition sera installée occupera 25 hectares, conformément au règlement du BIE, et se situe près de l'université Nazarbaïev. Cependant, près de 200 hectares environnants seront également l'objet d'importants travaux d'aménagement. Le projet s'inscrit donc dans la logique de développement de la Ville d'Astana.

En outre, le projet est géré à différents niveaux. Une commission d'État, sous la présidence du Premier Ministre, est chargée de la gestion politique du projet. Le commissaire général représente le gouvernement du Kazakhstan auprès des autorités étrangères. Enfin, la société publique Astana EXPO-2017 s'occupe des activités opérationnelles liées à la préparation de l'exposition.

Par ailleurs, la clé du succès de chaque exposition est son thème. Celui de l'exposition d'Astana est l'énergie du futur, à savoir les énergies renouvelables, mais aussi les problématiques liées à l'efficacité énergétique et aux ressources traditionnelles. Le thème est au cœur des préoccupations du Kazakhstan et de la région, mais est aussi d'actualité au niveau international. C'est pourquoi il a été choisi et promu. Il permet la participation des pays selon de nombreux angles d'approche : les technologies de pointe, les modèles de gestion, la coopération internationale, l'aide aux pays en développement, l'accès aux ressources énergétiques, etc.

L'exposition comprendra aussi un espace consacré aux bonnes pratiques. Le principe d'un tel espace a été introduit par l'exposition de Shanghai, l'espace traitant alors des bonnes pratiques urbaines. Les différents pavillons permettront aux pays, régions, organisations, centres de recherche et sociétés privées de présenter leurs meilleures technologies et

solutions. Les expositions actuelles se distinguent d'ailleurs des expositions antérieures par le fait qu'elles ne présentent pas seulement des technologies et des produits, mais davantage des solutions. Par conséquent, l'apport de l'exposition d'Astana en matière de bonnes pratiques dans le secteur énergétique sera significatif.

De plus, l'exposition attirant de nombreux visiteurs, elle constitue un moyen d'éduquer les gens, de leur présenter le futur qui les attend et de faire naître de l'espoir fondé sur des solutions concrètes. Les opportunités générées par l'exposition dépassent cependant le contact direct avec le public et les consommateurs potentiels des technologies. En effet, elle est d'abord un événement diplomatique notable au niveau bilatéral. Les campagnes de candidature puis d'invitation ont donné au Kazakhstan l'opportunité unique de lier contact avec des pays avec lesquels il doit développer ses relations.

De même, au cours de l'exposition, de hauts fonctionnaires d'État et des chefs d'État et de gouvernement seront présents, renforçant la possibilité de développer les relations bilatérales. L'exposition est aussi un outil de diplomatie multilatérale, les organisations internationales y étant traditionnellement très présentes. Elle crée aussi des opportunités économiques pour le pays, les entreprises du pays hôte et des pays invités et celles participant au développement du site. EDF pourra par exemple présenter des technologies dans le domaine des énergies du futur.

Enfin, l'exposition d'Astana sera incontestablement une vitrine de concepts innovants et de solutions de développement durable et sécuritaire. Elle sera une manifestation internationale sans précédent dans la région d'Asie centrale et l'espace post-soviétique. Ce projet ambitieux positionnera le Kazakhstan non seulement dans la région, mais aussi dans l'arène globale.

## VII. ECHANGES AVEC LA SALLE

**De la salle.** - Quelle est la stratégie d'avenir de l'Asie centrale en termes d'inclusion dans le commerce mondial, celui-ci passant à 90 % par la voie maritime ? L'accès à la mer pourrait-il passer par la route du nord-est en cours d'ouverture au niveau du pôle Nord ?

**Mme Clémence BASTIEN (Airbus).** - En quoi consiste le paradoxe apparent entre la menace que représentent les trafics de drogue pour les États d'Asie centrale, l'attention qu'ils portent à la sécurisation de leurs frontières et l'absence de saisie de drogue ?

**De la salle.** - La Turquie joue un rôle important dans le transport du gaz à destination de l'UE. Comment envisagez-vous l'évolution de son rôle dans la sécurité énergétique de cette dernière ?

**M. Ivan PROSTAKOV.** - Le Kazakhstan espère développer son statut de pays de transit, notamment en développant la route de la soie moderne permettant de relier l'Europe à la Chine. Ce projet stratégique de long terme est réaliste et réalisable et permettra d'inclure l'Asie centrale dans le commerce mondial davantage qu'elle ne l'est déjà. La façade sud de l'Asie centrale aux frontières de l'Afghanistan représente une voie difficile pour le transport et le commerce.

**M. Alain CARIOU.** - L'Asie centrale est un angle mort du commerce mondial en raison de sa continentalité. Son enclavement géographique est très fort. Le pôle continental se trouve au Xinjiang, tandis que les cinq républiques d'Asie centrale, ainsi que la Mongolie, se trouvent dans l'une des zones les plus enclavées du monde et éloignées des façades maritimes. Or le transit maritime concerne 99 % du commerce mondial. L'enclavement est aussi politique en raison d'un déficit de coopération, d'obstacles frontaliers, de droits de douane et d'obstacles logistiques, par exemple une différence d'écartement des voies de chemin de fer entre les pays. Par conséquent, l'Asie centrale ne représente qu'une part marginale du commerce mondial.

En revanche, les Chinois visent à faire de l'Asie centrale un pont transcontinental ferroviaire entre la Chine littorale et l'Allemagne. L'Europe a tenté de réaliser un tel projet, mais s'est fourvoyée à travers le programme TRACECA. Elle a d'ailleurs été la risée des Chinois. Dans le cadre du projet chinois, l'Asie centrale, en particulier le Kazakhstan, serait transitaire. Actuellement, un train par mois transite entre la ville de Chongqing, qui se targue de fabriquer la moitié des ordinateurs portables du monde, et la ville de Duisburg en Allemagne. Des containers transitent à travers l'Asie centrale, la route passant par le Xinjiang et le Kazakhstan représentant le chemin le plus court, par rapport au tracé du transsibérien par exemple.

Par ailleurs, la voie nord a été ouverte en 2013 par un cargo expérimental chinois entre Rotterdam et les ports littoraux chinois. Emprunter cette voie suppose d'adapter la flotte commerciale. De même, le projet de pont ferroviaire reste expérimental, même si l'Allemagne importe des ordinateurs portables et des écrans LCD par ce biais. Le transport dure alors seize jours et constitue une solution intermédiaire par rapport au transport maritime durant une trentaine de jours et le transport aérien dont la durée est de deux jours. Par conséquent, il est valable seulement pour les produits à haute valeur ajoutée.

Si la Chine entend le promouvoir dans le cadre de son projet de ceinture de la route de la soie, le pont eurasiatique n'a pas encore prouvé sa rentabilité économique.

**Mme Inessa BABAN.** - La Turquie joue un rôle essentiel dans la sécurité énergétique européenne en raison de sa position géographique. Elle a

déjà contribué au désenclavement de la production de gaz et de pétrole caspien *via* sa participation à la mise en place de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan et du gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum.

De plus, le projet Nabucco est abandonné pour l'instant, mais la Turquie reste impliquée dans le projet de gazoduc TANAP, censé favoriser l'ouverture de corridors gaziers au sud de l'UE. Cette dernière ne doit néanmoins pas s'appuyer exclusivement sur la Turquie pour renforcer sa sécurité énergétique. Elle doit trouver d'autres routes pour l'exportation de gaz en provenance de la mer Caspienne. Le projet de gazoduc AGRI (*Azerbaijan-Georgia-Romania Interconnector*) est par exemple toujours d'actualité malgré sa complexité et son coût onéreux. Il doit être mis en œuvre car il est essentiel à la sécurité énergétique européenne.

**M. Sébastien PEYROUSE.** - Depuis plusieurs années, les postes frontaliers ont été largement sécurisés en vue de stopper les flux de drogue. Différents programmes internationaux, le programme européen BOMCA par exemple, ont été mis en œuvre pour former les officiers et leurs subalternes et d'importantes sommes d'argent ont été investies.

Toutefois, une étude édifiante réalisée par un chercheur américain, George Gavrelis, a montré que la restauration des postes douaniers et des infrastructures facilite le passage du trafic. En effet, le trafic de drogue est couvert par des fonctionnaires. J'ai travaillé sur le sujet au Kirghizistan et au Tadjikistan et ai interrogé des officiers miliciens douaniers. Ces derniers m'ont expliqué qu'ils étaient prévenus quelques heures ou quelques jours avant le passage de convois qu'ils devaient ignorer. Conséquemment, tant que le trafic sera soutenu par des fonctionnaires, il sera très difficile de le limiter.

**M. Hervé LAUNAY (Natixis).** - L'émergence de nouveaux pays producteurs de gaz, en particulier les États-Unis qui d'importateurs de gaz deviennent des exportateurs de gaz, pourrait-elle modifier les équilibres géostratégiques de la région ? De plus, les pertes d'eau représentent un manque à gagner de trente milliards de dollars, mais convient-il de facturer la ressource naturelle qu'est l'eau ?

**De la salle.** - Le Turkménistan mène-t-il des projets dans l'énergie photovoltaïque ? Connaissez-vous les modalités des contrats gaziers conclus entre le Turkménistan et la Chine ?

**Christian POLAK (Areva Mines).** - En Asie centrale, les pays sont hétérogènes en termes de possibilité de financements, mais également en termes de réserves en ressources naturelles. Les chances de l'industrie française dans le domaine de l'énergie se situent-elles davantage dans le secteur des services ou dans celui de l'exploitation ?

**M. David GAÜZERE (Centre d'observation des sociétés d'Asie centrale).** - Quelle coopération régionale et internationale peut-elle être menée dans la lutte contre le jihadisme en Asie centrale ?

Par ailleurs, le nord de la république kirghize est séparé du sud par une haute chaîne montagneuse. Le sud est ainsi bien pourvu en eau au contraire du nord. Par conséquent, existe-t-il des projets d'installation de microcentrale hydroélectrique, notamment français ?

**M. Erik MORVAN.** - Comment le projet d'exposition à Astana a-t-il pris en compte la nécessaire reconversion durable des bâtiments construits, afin d'éviter toute dérive telle que celle survenue à Saragosse ?

**De la salle.** - Existe-t-il des liens entre les différents types de dangers auxquels sont confrontés les pays d'Asie centrale ? A ce titre, peut-on parler de système de dangers ?

Par ailleurs, la gestion de l'eau en Asie centrale peut-elle être durable ?

**Mme Inessa BABAN.** - Le Turkménistan ne s'intéresse que peu aux énergies renouvelables, puisqu'il tente de valoriser ses réserves de gaz naturel et ses champs *offshore* situés en mer Caspienne. En revanche, d'autres pays, comme le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, s'y intéressent beaucoup.

Par ailleurs, je ne peux répondre à la question concernant les contrats conclus entre la Chine et le Turkménistan, n'étant pas compétente en la matière. De plus, les contrats gaziers sont considérés comme confidentiels en Asie centrale.

**M. Sébastien PEYROUSE.** - Plusieurs organisations sont censées travailler à la coopération visant à lutter contre le terrorisme et des rencontres interétatiques sont organisées sur le sujet. Toutefois, la coopération dans le secteur militaire reste très limitée au-delà des grands discours formulés sur le sujet. Dans le cadre de l'OCS, par exemple, l'Asie centrale craint le pouvoir d'influence de la Chine, les échanges d'informations restant par conséquent faibles. Des accords d'extradition ont été conclus entre différents pays concernant prétendument le terrorisme, mais je suis convaincu que ce dernier reste lié à la situation intérieure des pays.

Par ailleurs, plusieurs problèmes sont évidemment à la fois extérieurs et intérieurs, le trafic de drogue par exemple. De même, la situation sociale constitue un enjeu intérieur, mais tant que l'économie de pays comme le Kirghizistan ou le Tadjikistan ne progressera pas, leur situation sociale ne s'améliorera pas. Enfin, tant que l'Ouzbékistan



empêchera toute coopération internationale avec le Tadjikistan, l'économie de ce dernier en sera toujours considérablement ralentie.

**M. Alain CARIOU.** - Le grand fleuve Narin, situé au sud, fait office de château d'eau et est utilisé pour la production d'électricité. Des projets de barrage sont par exemple programmés pour produire de l'hydroélectricité dédiée à la fois à la consommation intérieure du Kirghizistan et à l'exportation.

En outre, si le sud du Kirghizistan est riche en eau, le nord l'est également. En témoignent les piémonts de Bichkek traversés par une ceinture de canaux collectant les eaux des fleuves descendant des montagnes et permettant le développement agricole.

Par ailleurs, les ressources hydrauliques que j'ai évoquées sont renouvelables, le volume d'eau présent ne variant pas. En revanche, l'usage de l'eau est essentiel : le modèle agricole peut ne pas être durable car trop consommateur d'eau. L'Ouzbékistan a par exemple abandonné la culture cotonnière au profit de la culture du blé, afin d'éviter de consommer trop d'eau et de satisfaire la demande alimentaire intérieure. Cependant, 10 000 m<sup>3</sup> y sont utilisés par an pour irriguer un hectare de céréales, alors que les agronomes affirment que 6 000 m<sup>3</sup> suffiraient.

Par conséquent, la disponibilité en eau par habitant diminue en raison de la croissance démographique et non parce que la ressource disparaît. L'Ouzbékistan dispose de suffisamment d'eau pour développer son économie. A cette fin, des technologies d'irrigation doivent être développées pour économiser l'eau dans le domaine agricole.

**M. Arnaud BRUNELLE.** - Les compagnies d'eau doivent comprendre qu'elles peuvent trouver des financements en diminuant leurs pertes. Le cycle du manque de financement doit être brisé. Dans le secteur de l'eau, ce sont essentiellement les institutions publiques qui financent les projets, à commencer par la Banque mondiale relativement active dans la région. Le projet de remplacement des compteurs d'eau de la ville de Douchanbé est par exemple financé par la Banque mondiale. De rares acteurs privés, comme KfW en Allemagne, investissent également dans ce domaine.

**M. Rémy FERRATO.** - Les pays d'Asie centrale ont des besoins en termes de développement. Par conséquent, les entreprises françaises peuvent leur proposer un accompagnement industriel, mais également des services dédiés à l'industrie.

**De la salle.** - Le groupe EDF est un investisseur prudent ayant besoin de conditions stables et de garanties. Des négociations sont en cours au Kazakhstan avec l'acteur local en matière d'énergies renouvelables, Samruk-Energo.

Par ailleurs, la meilleure approche dans la région nous semble axée sur les services. En effet, les acteurs peinent à investir pour réaliser des économies. Or notre filiale Fenice fonctionne selon un modèle consistant à investir pour réduire les pertes et à se financer sur les économies réalisées en partenariat avec l'industriel concerné.

Par conséquent, je conseille aux entreprises françaises de se développer dans le domaine des services et d'effectuer des investissements dès lors que le pays est mature et stable.

**De la salle.** - La meilleure approche réside dans la culture intrinsèque des entreprises françaises précitées. Le cœur de métier d'Areva étant la mine, le pôle lourd de son implantation doit alors être l'exploitation de matières premières. De même, le groupe Total, également en tant que minier, est avant tout intéressé par le site de Kachagan. Enfin, le groupe GDF-Suez disposant à la fois des pôles exploitation et service peut s'approprier la lecture d'EDF favorable aux services.

**M. Christian MAKARIAN.** - Kachagan est le plus grand champ pétrolifère du monde.

**M. Liadz KILINOV (Kazakhstan).** - Il est intéressant de connaître le point de vue d'autres personnes sur son propre pays. Je ne suis pas d'accord avec tous les propos qui ont été tenus, mais certains sujets doivent être précisés et éclairés. Je ne suis sénateur que depuis un an, après avoir longtemps travaillé dans le secteur pétrolier.

Le Kazakhstan a adopté une loi très importante concernant l'investissement et octroyant de nombreux privilèges aux investisseurs. Ces derniers seront par exemple exonérés d'impôt pendant dix ans. De même, l'État pourra leur accorder l'utilisation gratuite de la terre ou de bâtiments si cela s'avère nécessaire au lancement d'une nouvelle production. La loi postule également qu'un investisseur investissant plus de vingt millions de dollars a le droit de s'adjointre n'importe quel travailleur sans autorisation spécifique.

De plus, le Kazakhstan a exonéré dix pays, y compris la France, de l'obtention de visa, sans réciprocité. Cette démarche permet d'accélérer le développement de notre économie. Dans le cadre de l'union que le Kazakhstan a rejointe récemment, composée également de la Russie et de la Biélorussie, nous souhaitons réaliser notre ambition de faire partie des trente pays les plus développés du monde. Nous sommes déjà le cinquantième pays du point de vue économique. Nous y parviendrons peut-être d'ici l'année 2030, voire avant. Si nous invitons de grands investisseurs issus des pays développés, il nous sera encore plus facile d'y arriver.

Actuellement, nous construisons une autoroute entre la Chine et le Kazakhstan oriental. Lorsqu'elle sera terminée, les marchandises chinoises pourront être acheminées vers l'Europe en deux semaines. En outre, jusqu'à la mer Caspienne en passant par le centre du Kazakhstan, un chemin de fer est également en cours de construction, afin que les marchandises soient transportées jusqu'en Iran et en Turquie. Cette dernière souhaite aussi construire une ligne ferroviaire à destination de l'Europe. Nous voulons rejoindre cette ligne ferroviaire turque pour amoindrir notre enclavement nous empêchant l'accès aux grands océans.

Tous ces projets profiteront au Kazakhstan, ainsi qu'au bien-être des Kazakhstanais. J'étais à l'origine du projet de gazoduc Nabucco proposé en 2008. Le Kazakhstan souhaitait alors diversifier les voies d'exportation de son gaz. Auparavant, nous ne pouvions le transporter qu'en passant par la Russie. Le gazoduc Nabucco permettrait de l'acheminer vers le sud de la mer Caspienne en passant par l'Iran, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cependant, la réalisation du gazoduc est complexe, notamment à travers la mer Caspienne, dont la partie la plus profonde, située entre le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, atteint 800 mètres. De plus, le fond de la mer Caspienne est montagneux. Par conséquent, des accidents pourraient survenir. Même si de nombreuses personnes ne souhaitent pas que le gazoduc passe par l'Iran, celui-ci occupe la deuxième place en matière de réserve de gaz, après la Russie.

Par ailleurs, nous considérons les Turkmènes et les Kirghizes comme des frères, puisque nous avons les mêmes racines turques.

En termes de pétrole, nous faisons partie des dix pays possédant le plus de réserve au monde, tandis que nous occupons la deuxième ou la troisième place des réserves d'uranium. De même, nous disposons d'une réserve de charbon équivalente à trois siècles de consommation. De plus, nous produisons vingt millions de tonnes de blé, mais n'en consommons que quatre à six tonnes.

Les exposés portant sur l'eau étaient très intéressants. Il est vrai que nous gaspillons beaucoup d'eau. Par exemple, lorsque nous nous brossons les dents, nous laissons l'eau couler, ce que vous ne faites pas en France. Nous devons corriger de nombreux comportements.

En outre, nous fabriquons de grandes quantités d'énergie, dont une partie que nous vendons à la Russie. Cependant, les pertes sont considérables également dans ce domaine. De même, notre efficacité énergétique est médiocre. Vos technologies en la matière pourraient nous profiter.

Par conséquent, nous vous invitons chaleureusement chez nous. Nous vous garantissons votre sécurité et la rentabilité de vos investissements.

**M. Ivan PROSTAKOV.** - Le projet d'exposition de Saragosse en 2008 avait été conçu dans le contexte de la bulle immobilière espagnole. L'exposition s'est donc déroulée en pleine crise. C'est pourquoi le site n'a pas pu être utilisé comme cela était prévu initialement. Cependant, six ans après, les bâtiments commencent à être utilisables. Seul le site de l'exposition était concerné.

En revanche, le projet d'exposition à Astana comprend le développement d'un quartier de la ville situé à proximité de l'université. Par conséquent, la durabilité de l'exposition, dans le sens non environnemental du terme, s'annonce meilleure car le projet s'inscrit dans le développement urbain de la ville. Après l'exposition, le site sera réaménagé en adéquation avec les lieux environnants.

---

## CLÔTURE

**Yves POZZO DI BORGO,  
Sénateur, Président de l'Institut Jean Lecanuet**

Il me revient donc la lourde tâche de clôturer cet après-midi de travail organisé par l'institut Jean Lecanuet en partenariat avec le groupe d'amitié France-Asie centrale du Sénat, l'association Sogdiane, le cercle Kondratieff et nos amis de la revue France Forum. Cette dernière publiera dans quelques semaines les actes de la conférence en version papier et en format numérique. Elle est généralement rapidement en rupture de stock, n'hésitez donc pas à vous abonner.

Je remercie tous les intervenants pour la grande qualité des débats. Je suis heureux de constater que ce pays méconnu ait mobilisé un public nombreux. Je remercie également Jean Guellec et Mathieu Boulègue d'avoir initié le projet. Enfin, je remercie le Président du Sénat, les questeurs et l'ancien Président du groupe d'amitié, André Dulait : leur soutien nous a été précieux pour l'organisation de cette rencontre. Je remercie aussi l'équipe de l'Institut Jean Lecanuet. Ce travail est le fruit d'un an et demi de réflexion. Je remercie Christian Makarian d'avoir accepté d'animer brillamment ce colloque.

Il y a un peu plus de quatre heures, nous sommes toutes et tous arrivés dans cette salle avec, à l'esprit, la question de l'intitulé de notre conférence : l'Asie centrale est-elle une région stratégique d'avenir ? Je crois, à présent, que la réponse ne fait plus guère de doute chez aucun d'entre nous.

Nous l'avons vu au travers des différentes interventions : tout se conjugue pour faire de l'Asie centrale un espace géopolitique de première importance au cours des prochaines décennies :

- sa situation géographique entre, au Nord, le monde russe et, à l'Est, le monde chinois, sans oublier, au Sud, l'Iran et le Moyen-Orient ;

- une géographie de l'immensité, mais aussi d'incroyables ressources énergétiques et naturelles qui peuvent en faire le grenier à croissance du monde ;

- et enfin, dernier atout évident, l'histoire de cet espace, ses peuples, si dynamiques – j'ai pu le constater –, et ce trait d'union culturel qu'il représente entre l'islam, la pensée occidentale et l'Extrême-Orient...

Au terme de cette conférence, la question n'est donc plus de savoir si l'Asie centrale est une région stratégique d'avenir, mais plutôt quelle forme prendra cet avenir.

À travers les interventions de nos invités, mais aussi à travers ma propre expérience de l'Eurasie, trois interrogations me semblent importantes.

Premièrement, le futur de l'Asie centrale sera-t-il maîtrisé par ses populations elles-mêmes ou, au contraire, sera-t-il dicté, voire préempté, par d'autres puissances, voisines ou plus éloignées ? Le passé ne plaide pas forcément pour l'avenir, avouons-le. Dans les années 1960/1970, certains s'en souviennent sans doute ou bien l'ont lu, on parlait de l'Asie centrale comme du « milieu des empires », tant son histoire avait été marquée par les conquêtes, par les invasions successives des grandes civilisations voisines. Les enjeux d'aujourd'hui restent considérables ; les convoitises ne manquent pas, nous l'avons bien vu aujourd'hui pour l'énergie.

La deuxième question à laquelle je souhaiterais voir donner une réponse positive est la suivante. Les peuples d'Asie centrale sauront-ils faire preuve de cohésion et de solidarité pour prendre en main leur avenir et pour s'approprier leurs destins ? Ou, au contraire, seront-ils affaiblis par les divisions, divisions que plusieurs de nos invités ont, à juste titre, soulignées ? Face aux innombrables pressions, pas forcément amicales, face à toutes ces manifestations empressées d'intérêt, l'union de ces cinq États pourrait en faire la force. Cependant, rien n'est écrit pour l'avenir, des incertitudes demeurant.

Troisièmement, le futur de l'Asie centrale reposera-t-il sur des gouvernances de plus en plus démocratiques ou, au contraire, sur les pratiques actuelles, souvent héritées du passé, des gouvernances et des modes de relations sociales issues de ce mélange de nomadisme et de sédentarité et si étrangères à nos canons habituels ? Et dans ce dernier cas, c'est-à-dire un certain conservatisme, comment réagiront les populations, je pense notamment aux nouvelles générations, forcément plus individualistes ? Nous restons avec des interrogations sur ce point précis, mais aussi, bien entendu, avec des espoirs.

Voici trois questions à mon avis essentielles, mais il y en a d'autres évidemment. Je pense, par exemple, à la question de la laïcité ou à celles qui peuvent se poser autour du dépassement de l'économie de rente par ces pays

---

et leur recherche d'une croissance durable, ou encore à celle de la succession des leaders. Sur ces points, nous repartons avec quelques débuts de réponse, avec des hypothèses mais aussi, c'est logique, avec des inconnues. Ces pays sont des pays d'Islam modéré qui souhaitent que les pays se réunissent pour discuter du problème du califat.

Avec cette conférence, notre objectif était aussi, plus modestement, de faire connaître et aussi de faire aimer cette région encore trop méconnue et donc parfois dénigrée comme toutes les choses que l'on ne connaît pas. Il est vrai que cette Asie centrale ni les géographes, ni les historiens, ni les politologues n'en donnent la même définition. Cela ne facilite pas les choses. Notre vision est désormais plus claire grâce aux interventions.

Cette conférence est donc venue à point nommé pour dissiper quelques idées reçues. Il est vrai aussi que l'objet étudié était hautement complexe car l'Asie centrale, vous l'avez vu, n'est, en réalité, que différence et diversité.

Nous en avons eu de multiples exemples cet après-midi. Quoi de commun, par exemple, entre les Tadjiks persanophones et les Ouzbeks, turcophones ? Quoi de commun entre les trente millions d'habitants du puissant Ouzbékistan et les cinq millions du petit Tadjikistan ? Quoi de commun entre le nord du Kirghizistan, à majorité russophone et industriel, et le sud, traditionnel et pauvre ?

Cette diversité, c'est aussi cela qui rend l'avenir de cet espace à la fois si certain et si imprédictible. Pour ma part, en tout cas, je considère cette diversité et ce brassage comme une richesse identitaire et même comme une vraie force pour l'avenir de ces États. Cependant, je sais que rien n'est acquis et que cette diversité peut facilement devenir source de crispations et donc de faiblesse.

Enfin, un dernier mot, nous avons vu grâce à plusieurs interventions que la France et les acteurs européens devenaient très actifs en Eurasie. Il est évident que nous y avons un potentiel de développement et de coopération fort, à condition de bâtir des partenariats innovants et solides, ce qui passe d'abord par la compréhension des peuples d'Asie centrale, de leurs cultures et de leurs attentes. C'était aussi un des objectifs de cette conférence que de contribuer à faire naître ces coopérations et je crois que nous l'avons atteint.

L'institut Jean Lecanuet porte la volonté de comprendre le monde et de dialoguer bien au-delà de notre Hexagone. À travers cette conférence, nous sommes restés fidèles à ces valeurs et à cet objectif et je vous en remercie.